

# WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

## COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 395

[2008/200308]

### Extrait de l'arrêt n° 10/2008 du 23 janvier 2008

Numéros du rôle : 3064 et 3065

*En cause* : les recours en annulation des articles 4, 5, 7, 25, 27, 30 et 31 de la loi du 12 janvier 2004 « modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, et la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires financiers et conseillers en placements », introduits par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe et J.-P. Moerman, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989, du président émérite A. Arts, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

#### I. *Objet des recours et procédure*

a. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 juillet 2004 et parvenue au greffe le 23 juillet 2004, un recours en annulation des articles 4, 27, 30 et 31 de la loi du 12 janvier 2004 « modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, et la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires financiers et conseillers en placements » (publiée au *Moniteur belge* du 23 janvier 2004, deuxième édition) a été introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, dont le siège est établi à 1060 Bruxelles, avenue de la Toison d'Or 65, et l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, Palais de justice, place Poelaert 1.

b. Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 22 juillet 2004 et parvenue au greffe le 23 juillet 2004, un recours en annulation des articles 4, 5, 7, 25, 27, 30 et 31 de la même loi a été introduit par l'« Orde van Vlaamse balies », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, rue Royale 148, et l'Ordre néerlandais des avocats du barreau de Bruxelles, dont le siège est établi à 1000 Bruxelles, Palais de justice, place Poelaert 1.

Ces affaires, inscrites sous les numéros 3064 et 3065 du rôle de la Cour, ont été jointes.

(...)

Par arrêt interlocutoire n° 126/2005 du 13 juillet 2005, publié au *Moniteur belge* du 2 août 2005, la Cour a posé à la Cour de justice des Communautés européennes la question préjudicielle suivante :

« L'article 1<sup>er</sup>, 2), de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux viole-t-il le droit à un procès équitable tel qu'il est garanti par l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et par conséquent l'article 6, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, en ce que le nouvel article 2bis, 5), qu'il a inséré dans la directive 91/308/CEE, impose l'inclusion des membres de professions juridiques indépendantes, sans exclure la profession d'avocat, dans le champ d'application de cette même directive, qui, en substance, a pour objet que soit imposée aux personnes et établissements qu'elle vise une obligation d'informer les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux de tout fait qui pourrait être l'indice d'un tel blanchiment (article 6 de la directive 91/308/CEE, remplacé par l'article 1<sup>er</sup>, 5), de la directive 2001/97/CE) ? ».

Par arrêt du 26 juin 2007, la Cour de justice des Communautés européennes a répondu à la question.

(...)

#### II. *En droit*

(...)

##### *Quant à la recevabilité des recours et des interventions*

B.1. Par l'arrêt n° 126/2005 du 13 juillet 2005, la Cour a jugé que les recours et les interventions sont recevables.

##### *Quant à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne*

B.2.1. Plusieurs moyens invoquent la violation de dispositions constitutionnelles, lues en combinaison avec des dispositions de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, signée et proclamée par les présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission lors du Conseil européen de Nice le 7 décembre 2000 et publiée au Journal officiel des Communautés européennes le 18 décembre 2000, n° C-364.

B.2.2. En ce que la Charte affirme l'existence de valeurs communes de l'Union européenne qui se retrouvent également pour l'essentiel dans des dispositions de la Constitution, la Cour peut la prendre en considération dans son examen.

Toutefois, à défaut d'inscription de la Charte dans un texte normatif de valeur contraignante qui s'imposerait à la Belgique, les moyens sont irrecevables dans la mesure où ils sont pris de la violation de dispositions constitutionnelles combinées avec des dispositions de la Charte.

*Quant aux dispositions attaquées*

B.3. Les requérants demandent l'annulation partielle de la loi du 12 janvier 2004 « modifiant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, et la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires financiers et conseillers en placements ». Les dispositions de cette loi du 12 janvier 2004 qui sont visées par les recours sont ainsi rédigées :

« Art. 4. Un article *2ter*, rédigé comme suit, est inséré dans [la loi du 11 janvier 1993] :

' Art. *2ter*. - Dans la mesure où elles le prévoient expressément, les dispositions de la présente loi sont également applicables aux avocats :

1° lorsqu'ils assistent leur client dans la préparation ou la réalisation de transactions concernant :

- a) l'achat ou la vente de biens immeubles ou d'entreprises commerciales;
- b) la gestion de fonds, de titres ou d'autres actifs appartenant au client;
- c) l'ouverture ou la gestion de comptes bancaires ou d'épargne ou de portefeuilles;
- d) l'organisation des apports nécessaires à la constitution, à la gestion ou à la direction de sociétés;
- e) la constitution, la gestion ou la direction de trusts, de sociétés ou de structures similaires;

2° ou lorsqu'ils agissent au nom de leur client et pour le compte de celui-ci dans toute transaction financière ou immobilière '.

Art. 5. A l'article 3 de la même loi, modifié par la loi du 7 avril 1995, sont apportées les modifications suivantes :

1° un § 1<sup>er</sup>*bis* est inséré, rédigé comme suit :

' § 1<sup>er</sup>*bis*. Aux fins de l'application de la présente loi, le financement du terrorisme s'entend au sens de l'article 2, § 2, b), de la décision-cadre du Conseil de l'Union européenne du 13 juin 2002 relative à la lutte contre le terrorisme et de l'article 2 de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, faite à New York le 9 décembre 1999. ';

2° au § 2, 1°, sont apportées les modifications suivantes :

a) au premier tiret, les mots ' au terrorisme ' sont remplacés par les mots ' au terrorisme ou au financement du terrorisme ';

b) au huitième tiret, les mots ' à l'utilisation illégale chez les animaux de substances à effet hormonal, à effet antihormonal, à effet bêta-adrénergique ou à effet stimulateur de production ou au commerce illégal de telles substances ' sont remplacés par les mots ' à l'utilisation illégale, chez les animaux, de substances à effet hormonal ou au commerce illégal de telles substances ';

c) au dixième tiret, les mots ' de l'Union européenne ' sont remplacés par les mots ' des Communautés européennes ';

d) au douzième tiret, les mots ' à la corruption de fonctionnaires publics ' sont remplacés par les mots ' au détournement par des personnes exerçant une fonction publique et à la corruption ';

e) le 1° est complété par les tirets suivants :

- ' - à la criminalité environnementale grave;
- à la contrefaçon de monnaie ou de billets de banque;
- à la contrefaçon de biens;
- à la piraterie ';

3° au § 2, 2°, les mots ' ou d'un appel public irrégulier à l'épargne ' sont remplacés par les mots ' d'un appel public irrégulier à l'épargne ou de la fourniture de services d'investissement, de commerce de devises ou de transferts de fonds sans agrément ';

4° au § 2, 3°, les mots ' d'une escroquerie financière ' sont remplacés par les mots ' d'une escroquerie, d'un abus de confiance, d'un abus de biens sociaux ' et les mots ' banqueroute frauduleuse ' sont remplacés par les mots ' infraction liée à l'état de faillite ';

5° au § 3, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots ' à l'article 2 ' sont remplacés par les mots ' aux articles 2, *2bis* et *2ter* ';

b) les mots ' de blanchiment de capitaux ' sont remplacés par les mots ' de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ' ».

« Art. 7. L'article 4 de la même loi, modifié par la loi du 10 août 1998, est remplacé par la disposition suivante :

' Article 4. - § 1<sup>er</sup>. Les organismes et les personnes visés aux articles 2, *2bis*, 1° à 4°, et *2ter*, doivent identifier leurs clients et les mandataires de ceux-ci et vérifier leur identité, au moyen d'un document probant, dont il est pris copie, sur support papier ou électronique, lorsque :

1° ils nouent des relations d'affaires qui feront d'eux des clients habituels;

2° le client souhaite réaliser :

a) une opération dont le montant atteint ou excède 10.000 EUR, qu'elle soit effectuée en une seule ou en plusieurs opérations entre lesquelles semble exister un lien; ou

b) une opération, même si le montant est inférieur à 10.000 EUR, dès qu'il y a soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme; ou

c) un transfert de fonds visé à l'article 139*bis* de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements;

3° ils ont des doutes quant à la véracité ou à l'exactitude des données d'identification au sujet d'un client existant.

L'identification et la vérification portent sur le nom, le prénom et l'adresse pour les personnes physiques. Nonobstant l'article 5, § 1<sup>er</sup>, pour les personnes morales et les trusts elles portent sur la dénomination sociale, le siège social, les administrateurs et la connaissance des dispositions régissant le pouvoir d'engager la personne morale ou le trust. L'identification porte également sur l'objet et la nature envisagée de la relation d'affaires.

§ 2. Les organismes et les personnes visés aux articles 2, *2bis*, 1° à 4°, et *2ter*, doivent exercer une vigilance constante à l'égard de la relation d'affaires et assurer un examen attentif des opérations effectuées afin de s'assurer que celles-ci sont cohérentes avec la connaissance qu'ils ont de leur client, de ses activités commerciales, de son profil de risque et, lorsque cela est nécessaire, de l'origine des fonds.

§ 3. Lorsque les organismes et les personnes visés aux articles 2, *2bis*, 1° à 4°, et *2ter* ne peuvent accomplir leur devoir de vigilance visé aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, ils ne peuvent nouer ni maintenir une relation d'affaires. Ils déterminent s'il y a lieu d'en informer la Cellule de traitement des informations financières, conformément aux articles 12 à 14*ter*.

§ 4. Les organismes et les personnes visés à l'article 2, à l'exception des 17°, 18° et 21°, sont autorisés à faire exécuter les devoirs de vigilance visés aux §§ 1<sup>er</sup> et 2 par un tiers introducteur d'affaires, pour autant que celui-ci soit également un établissement de crédit ou une institution financière visé à l'article 1<sup>er</sup> de la directive 91/308/CEE ou un établissement de crédit ou une institution financière établi dans un Etat dont la législation impose des devoirs de vigilance équivalents à ceux prévus aux articles 4 et 5. Sont présumés satisfaire à cette condition les Etats membres du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux. Le Roi peut étendre cette présomption à d'autres Etats, sur avis de la Cellule de traitement des informations financières.

§ 5. Les organismes visés à l'article 2, dont l'activité couvre le transfert de fonds au sens de l'article 139bis de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements, sont tenus d'incorporer aux virements et transferts de fonds ainsi qu'aux messages s'y rapportant, des renseignements exacts et utiles relatifs à leurs clients donneurs d'ordre de ces opérations. Ces mêmes organismes conservent tous ces renseignements et les transmettent lorsqu'ils interviennent en qualité d'intermédiaire dans une chaîne de paiement.

§ 6. Les modalités d'application des obligations énumérées ci-dessus seront précisées par les autorités visées à l'article 21 et, le cas échéant, par voie de règlement conformément à l'article 21bis, en fonction du risque que représentent le client, la relation d'affaires ou l'opération. En ce qui concerne le § 5, ceci inclut les conditions dans lesquelles les informations doivent être conservées ou mises à disposition d'autorités ou d'autres institutions financières, le règlement pouvant prévoir des dispositions spécifiques pour les virements transfrontaliers transmis par lots ' ».

« Art. 25. A l'article 14bis de la même loi, inséré par la loi du 10 août 1998, les modifications suivantes sont apportées :

1° le § 1<sup>er</sup> est remplacé par la disposition suivante :

' § 1<sup>er</sup>. Les personnes visées à l'article 2bis, 1° à 4°, qui dans l'exercice de leur profession, constatent des faits qu'elles savent ou soupçonnent être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme sont tenues d'en informer immédiatement la Cellule de traitement des informations financières ' ;

2° au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots ' au blanchiment de capitaux ' sont remplacés par les mots ' au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme ' ;

3° l'article est complété par le paragraphe suivant :

' § 3. Les personnes visées à l'article 2ter qui, dans l'exercice des activités énumérées à cet article, constatent des faits qu'elles savent ou soupçonnent être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme sont tenues d'en informer immédiatement le bâtonnier de l'Ordre dont elles relèvent.

Toutefois, les personnes visées à l'article 2ter ne transmettent pas ces informations si celles-ci ont été reçues d'un de leurs clients ou obtenues sur un de leurs clients lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant, pendant ou après cette procédure.

Le bâtonnier vérifie le respect des conditions prévues à l'article 2ter et à l'alinéa précédent. Si ces conditions sont respectées, il transmet immédiatement les informations à la cellule de traitement des informations financières ' ».

« Art. 27. L'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par les lois du 7 avril 1995 et du 10 août 1998, est remplacé par la disposition suivante :

' § 1<sup>er</sup>. Lorsque la Cellule de traitement des informations financières reçoit une information visée à l'article 11, § 2, la Cellule ou l'un de ses membres ou l'un des membres de son personnel désigné à cette fin par le magistrat qui la dirige ou son suppléant peuvent se faire communiquer, dans le délai qu'ils déterminent, tous les renseignements complémentaires qu'ils jugent utiles à l'accomplissement de la mission de la Cellule de la part :

1° de tous les organismes et les personnes visés aux articles 2, 2bis et 2ter ainsi que de la part du bâtonnier visé à l'article 14bis, § 3;

2° des services de police, par dérogation à l'article 44/1 de la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, modifiée par la loi du 26 avril 2002 relative aux éléments essentiels du statut des membres du personnel des services de police et portant diverses autres dispositions relatives aux services de police;

3° des services administratifs de l'Etat;

4° des curateurs de faillite;

5° des administrateurs provisoires visés à l'article 8 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites;

6° des autorités judiciaires. Toutefois, des renseignements ne peuvent être communiqués à la Cellule par un juge d'instruction sans l'autorisation expresse du procureur général ou du procureur fédéral et les renseignements obtenus d'une autorité judiciaire ne peuvent être communiqués par la Cellule à un organisme étranger, en application de l'article 17, § 2, sans l'autorisation expresse du procureur général ou du procureur fédéral.

Les personnes visées à l'article 2ter et le bâtonnier visé à l'article 14bis, § 3, ne transmettent pas ces informations si celles-ci ont été reçues, par les personnes visées à l'article 2ter, d'un de leurs clients ou obtenues sur un de leurs clients lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure, y compris dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure, que ces informations soient reçues ou obtenues avant, pendant ou après cette procédure.

Les autorités judiciaires, les services de police, les services administratifs de l'Etat, les curateurs de faillite et les administrateurs provisoires peuvent communiquer d'initiative à la Cellule de traitement des informations financières toute information qu'ils jugent utiles à l'exercice de sa mission.

Le ministère public communique à la Cellule de traitement des informations financières toutes les décisions définitives prononcées dans les dossiers ayant fait l'objet d'une transmission d'information par la cellule en application des articles 12, § 3, et 16 ' ».

« Art. 30. A l'article 18 de la même loi, modifié par la loi du 10 août 1998, sont apportées les modifications suivantes :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup>, est remplacé par la disposition suivante :

' La transmission d'informations visée aux articles 12 à 14<sup>ter</sup>, est effectuée normalement par la personne désignée au sein des organismes visés aux articles 2 et 2bis, 5°, conformément à l'article 10 ou par les personnes visées aux articles 2bis, 1° à 4°, et 2ter ';

2° à l'alinéa 2, les mots ' aux articles 2 et 2bis, 5°, ' sont remplacés par les mots ' aux articles 2, 2bis et 2ter '.

Art. 31. A l'article 19 de la même loi, modifié par la loi du 10 août 1998, les mots ' aux articles 2 et 2bis ' sont remplacés par les mots ' aux articles 2, 2bis et 2ter ainsi que le bâtonnier visé à l'article 14bis, § 3 ' ».

*Quant aux moyens*

*En ce qui concerne les articles 4, 7, 25, 27, 30 et 31 de la loi du 12 janvier 2004 (premier moyen dans les deux affaires)*

B.4. Par leur premier moyen, les parties requérantes font grief aux dispositions qu'elles attaquent d'étendre aux avocats le champ d'application de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme : d'une part, elles estiment que le législateur a, en visant les avocats, porté une atteinte injustifiée aux principes du secret professionnel et de l'indépendance de ceux-ci, violant par là les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les principes généraux du droit en matière de droits de la défense et avec l'article 6, § 2, du Traité sur l'Union européenne; d'autre part, elles considèrent que les dispositions manquent de clarté, de sorte que les avocats ne seraient pas en mesure de déterminer clairement dans quelles circonstances la loi leur est applicable, ce qui serait constitutif d'une violation des articles 12 et 14 de la Constitution, combinés avec l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.5.1. Après avoir constaté que l'extension du champ d'application personnel de la loi du 11 janvier 1993 aux avocats avait été imposée au législateur belge par la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux, la Cour a, par son arrêt n° 126/2005, faisant droit à la demande de certaines parties requérantes et intervenantes et avant d'examiner les moyens, posé à la Cour de justice des Communautés européennes la question préjudicielle reproduite en A.4.2.

B.5.2. Par l'arrêt du 26 juin 2007 rendu dans l'affaire C-305/05, la Cour de justice des Communautés européennes a dit pour droit que le droit à un procès équitable, garanti par l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et par l'article 6, § 2, du Traité sur l'Union européenne n'est pas violé par les obligations faites aux avocats d'information et de coopération avec les autorités responsables de la lutte contre le blanchiment de capitaux, compte tenu des limites à ces obligations imposées ou permises par la directive 91/308/CEE telle qu'elle a été modifiée par la directive 2001/97/CE.

B.5.3. La Cour examine les moyens en tenant compte de l'arrêt de la Cour de justice des Communautés européennes précité.

B.6.1. Les avocats prennent une part importante dans l'administration de la justice en Belgique, ce qui justifie que les conditions d'accès et d'exercice à cette profession obéissent à des règles propres, différentes de celles qui régissent d'autres professions libérales. Aux termes de l'article 456 du Code judiciaire, la profession d'avocat est fondée sur les principes « de dignité, de probité et de délicatesse ».

B.6.2. Les avocats sont soumis à des règles déontologiques strictes, dont le respect est assuré en première instance par le conseil de discipline de l'Ordre. Celui-ci peut, suivant le cas, « avertir, réprimander, suspendre pendant un temps qui ne peut excéder une année, rayer du tableau, de la liste des avocats qui exercent leur profession sous le titre professionnel d'un autre Etat membre de l'Union européenne ou de la liste des stagiaires » (article 460, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code judiciaire).

B.6.3. Il découle du statut particulier des avocats, établi par le Code judiciaire et par les réglementations adoptées par les ordres créés par la loi du 4 juillet 2001, que la profession d'avocat en Belgique se distingue d'autres professions juridiques indépendantes.

B.7.1. L'effectivité des droits de la défense de tout justiciable suppose nécessairement qu'une relation de confiance puisse être établie entre lui et l'avocat qui le conseille et le défend. Cette nécessaire relation de confiance ne peut être établie et maintenue que si le justiciable a la garantie que ce qu'il confiera à son avocat ne sera pas divulgué par celui-ci. Il en découle que la règle du secret professionnel, dont la violation est sanctionnée notamment par l'article 458 du Code pénal, est un élément fondamental des droits de la défense.

B.7.2. Il est vrai que la règle du secret professionnel doit céder lorsqu'une nécessité l'impose ou lorsqu'une valeur jugée supérieure entre en conflit avec elle. La levée du secret professionnel de l'avocat doit toutefois, pour être compatible avec les principes fondamentaux de l'ordre juridique belge, être justifiée par un motif impérieux, et être strictement proportionnée.

B.7.3. Par ailleurs, les manquements aux obligations imposées aux avocats par la loi attaquée sont punis d'une amende administrative. Cette amende, qui peut aller jusqu'à 1 250 000 euros, revêt un caractère répressif prédominant, de telle sorte que la définition de ces manquements doit satisfaire au principe de prévisibilité des incriminations selon lequel celles-ci doivent être formulées en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable. Il exige que soient indiqués, en des termes suffisamment précis, clairs et offrant la sécurité juridique, quels sont les faits sanctionnés, afin, d'une part, que celui qui adopte un comportement puisse évaluer préalablement, de manière satisfaisante, quelle sera la conséquence pénale de ce comportement et afin, d'autre part, que ne soit pas laissé au juge un trop grand pouvoir d'appréciation.

B.7.4. Si, comme le souligne l'arrêt par lequel la Cour de justice des Communautés européennes a répondu à la question préjudicielle posée par la Cour, l'article 6, paragraphe 3, de la directive reste sujet à plusieurs interprétations, de sorte que l'étendue précise des obligations d'information et de coopération pesant sur les avocats n'est pas dépourvue d'ambiguïté (point 27), une telle ambiguïté ne pourrait se retrouver dans la disposition attaquée sans violer le principe de prévisibilité des incriminations.

Il appartient donc à la Cour de rechercher la portée qui doit, sans équivoque, être donnée aux dispositions attaquées.

B.7.5. L'arrêt du 26 juin 2007 rappelle en son point 28 qu'il incombe

« aux Etats membres non seulement d'interpréter leur droit national d'une manière conforme au droit communautaire, mais également de veiller à ne pas se fonder sur une interprétation d'un texte du droit dérivé qui entrerait en conflit avec les droits fondamentaux protégés par l'ordre juridique communautaire ou avec les autres principes généraux du droit communautaire ».



B.7.6. Le même arrêt rappelle les exigences de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme et le principe du secret professionnel des avocats qui se rattache aux exigences du droit à un procès équitable. Déjà dans son arrêt *AM & S* du 18 mai 1982 (*Rec.*, 1982, p. 1575), la Cour de justice avait souligné que la confidentialité des communications entre les avocats et leurs clients répond à l'exigence, « dont l'importance est reconnue dans l'ensemble des Etats membres, que tout justiciable doit avoir la possibilité de s'adresser en toute liberté à son avocat, dont la profession même comporte la tâche de donner, de façon indépendante, des avis juridiques à tous ceux qui en ont besoin » (point 18).

B.7.7. La Cour de justice a également souligné, dans son arrêt *Wouters et autres* du 19 février 2002 (*Rec.*, 2002, I, p. 1577), qu'en l'absence de règles communautaires spécifiques, chaque Etat membre reste, en principe, libre de régler l'exercice de la profession d'avocat sur son territoire, que des règles peuvent, de ce fait, différer substantiellement d'un Etat membre à l'autre et que, dans un pays où l'avocat se trouve dans une situation d'indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics, des autres opérateurs et des tiers, il doit offrir « la garantie que toutes les initiatives qu'il prend dans un dossier le sont en considération de l'intérêt exclusif du client » (point 102) et qu'un Etat membre peut « considérer que l'avocat [doit] défendre son client de manière indépendante et dans le respect d'un strict secret professionnel » (point 105).

B.7.8. Les mêmes principes sont affirmés par le Tribunal de première instance des Communautés européennes, selon lequel l'objet de la confidentialité des communications entre avocats et clients « consiste tant à sauvegarder le plein exercice des droits de la défense des justiciables qu'à protéger l'exigence que tout justiciable doit avoir la possibilité de s'adresser en toute liberté à son avocat », cette protection de la confidentialité visant, en premier lieu, à « garantir l'intérêt public d'une bonne administration de la justice consistant à assurer que tout client a la liberté de s'adresser à son avocat sans craindre que les confidences dont il ferait état puissent être ultérieurement divulguées » (arrêt *Akzo Nobel Chemicals Ltd* du 17 septembre 2007, points 86 et 87).

B.7.9. Ainsi qu'elle l'a observé dans ses arrêts n<sup>os</sup> 50/2004, 100/2006 et 129/2006, la Cour considère que la relation de confiance qui doit exister entre l'avocat et son client ne peut être établie et maintenue que si le justiciable a la garantie que ce qu'il confiera à son avocat ne sera pas divulgué par celui-ci.

B.7.10. Il découle de ce qui précède que la constitutionnalité des dispositions attaquées doit s'apprécier en tenant compte de ce que le secret professionnel de l'avocat est un principe général qui participe du respect des droits fondamentaux, que pour ce motif et en application du principe de prévisibilité des incriminations les règles dérogeant à ce secret ne peuvent être que de stricte interprétation et qu'il faut avoir égard à la manière dont est organisée la profession d'avocat dans l'ordre juridique interne.

B.8. La lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, qui exercent une influence évidente sur le développement du crime organisé, lequel constitue une menace particulière pour la société, est un objectif légitime d'intérêt général. Toutefois, cet objectif ne saurait justifier une levée inconditionnelle ou illimitée du secret professionnel de l'avocat, car, pour les motifs rappelés en B.6.1 à B.6.3, les avocats ne peuvent être confondus avec les autorités chargées de la recherche des infractions.

B.9.1. L'article 2<sup>ter</sup> de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, inséré par l'article 4 de la loi attaquée, prévoit que les obligations de cette loi sont applicables aux avocats lorsqu'ils agissent dans un certain nombre de matières, limitativement énumérées, qui sortent « des activités essentielles des avocats » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 28). En ce qui concerne plus précisément l'obligation de collaboration avec les autorités, cette disposition doit être lue en combinaison avec l'article 14<sup>bis</sup>, § 3, de la même loi, inséré par l'article 25, 3<sup>o</sup>, de la loi attaquée, qui précise que les avocats ne peuvent pas transmettre aux autorités les informations concernant les faits qu'ils savent ou soupçonnent être liés au blanchiment de capitaux ou au financement du terrorisme si ces informations « ont été reçues d'un de leurs clients ou obtenues sur un de leurs clients lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client ou dans l'exercice de leur mission de défense ou de représentation de ce client dans une procédure judiciaire ou concernant une telle procédure [...] ».

B.9.2. Il ressort clairement de cette disposition que toutes les informations portées à la connaissance de l'avocat dans le cadre d'une procédure judiciaire dans les matières énumérées par l'article 2<sup>ter</sup> de la loi du 11 janvier 1993 précitée sont et demeurent couvertes par son secret professionnel et « il importe peu que les informations aient été reçues ou obtenues avant, pendant ou après la procédure » (CJCE, arrêt du 26 juin 2007 précité, point 34).

B.9.3. Le secret professionnel de l'avocat ne saurait toutefois être limité à sa seule activité de défense et de représentation en justice. C'est pourquoi l'article 14<sup>bis</sup>, § 3, précité interdit également que les informations qui sont portées à la connaissance de l'avocat « lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client », y compris dans les matières énumérées par le même article 2<sup>ter</sup>, fassent l'objet d'une communication aux autorités. La même disposition précise que les informations reçues ou obtenues « dans le cadre de conseils relatifs à la manière d'engager ou d'éviter une procédure » ne sont pas communiquées non plus aux autorités.

B.9.4. Les termes « lors de l'évaluation de la situation juridique de ce client », utilisés par la loi sont repris *in extenso* de l'article 6, paragraphe 3, introduit dans la directive 91/308/CEE par la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 précitée et doivent en conséquence être interprétés à la lumière de l'interprétation de la directive. A cet égard, le considérant 17 de la directive énonce :

« Il y a lieu d'exonérer de toute obligation de déclaration les informations obtenues avant, pendant et après une procédure judiciaire ou lors de l'évaluation de la situation juridique d'un client. Par conséquent, la consultation juridique demeure soumise à l'obligation de secret professionnel, sauf si le conseiller juridique prend part à des activités de blanchiment de capitaux, si la consultation juridique est fournie aux fins du blanchiment de capitaux ou si l'avocat sait que son client souhaite obtenir des conseils juridiques aux fins du blanchiment de capitaux ».

S'appuyant sur ce considérant, l'avocat général, dans les conclusions précédant l'arrêt du 26 juin 2007 de la Cour de justice des Communautés européennes, a fait observer :

« En l'espèce, il me semble que la notion d' "évaluation de la situation juridique du client" retenue par la directive peut aisément être comprise comme comprenant celle de conseil juridique. Pareille lecture est conforme au respect des droits fondamentaux et des principes de l'Etat de droit protégés par l'ordre juridique communautaire. Elle est au reste conforme à la lettre du dix-septième considérant de la directive qui prévoit que, en principe, "la consultation juridique demeure soumise à l'obligation de secret professionnel". Je propose par conséquent d'interpréter l'article 6, paragraphe 3, second alinéa, de la directive en ce sens qu'elle exonère de toute obligation d'information les avocats exerçant une activité de conseil juridique » (CJCE, affaire C-305/05, conclusions de l'avocat général présentées le 14 décembre 2006).

En outre, l'exposé des motifs du projet devenu la loi attaquée se réfère expressément au considérant 17 de la directive lorsqu'il décrit le champ d'application de la loi à l'égard des avocats, et relève par ailleurs que pour ceux-ci, « il est très difficile de distinguer ce qui relève soit du simple conseil, soit de la défense en justice, le conseil pouvant toujours être utilisé à cette fin » (*Doc. parl.*, Chambre, DOC 51 0383/001, pp. 16 et 17).

B.9.5. Dans l'exercice de la profession d'avocat, telle qu'elle est organisée par les dispositions du Code judiciaire et les règles déontologiques de la profession qui sont propres à la Belgique, rappelées en B.6.1 à B.6.3, l'activité de conseil juridique relative à une transaction dans une des matières énoncées à l'article 2<sup>ter</sup>, 1<sup>o</sup>, a) à e), même en dehors de toute procédure, vise à informer le client sur l'état de la législation applicable à sa situation personnelle ou à l'opération que celui-ci envisage d'effectuer ou à lui conseiller la manière de réaliser cette opération dans le cadre légal. Elle a donc pour but de permettre au client d'éviter une procédure judiciaire relative à cette opération. En application de l'article 14<sup>bis</sup>, § 3, de la loi, les informations obtenues ou reçues lors de l'activité de conseil de l'avocat dans les matières énumérées par l'article 2<sup>ter</sup>, 1<sup>o</sup>, a) à e), échappent donc à l'obligation de communication aux autorités.

B.9.6. Il découle de ce qui précède que les informations connues de l'avocat à l'occasion de l'exercice des activités essentielles de sa profession, y compris dans les matières énumérées à l'article 2<sup>ter</sup> précité, à savoir l'assistance et la défense en justice du client, et le conseil juridique, même en dehors de toute procédure judiciaire, demeurent couvertes par le secret professionnel, et ne peuvent pas être portées à la connaissance des autorités.

Ce n'est que lorsque l'avocat exerce une activité, dans les matières énumérées à l'article 2<sup>ter</sup>, en dehors de sa mission spécifique de défense et de représentation en justice et de celle de conseil juridique, qu'il peut être soumis à l'obligation de communication aux autorités des informations dont il a connaissance.

B.10. Sous réserve que les dispositions litigieuses soient interprétées comme il est indiqué en B.9.6, elles ne causent pas une atteinte disproportionnée au principe du secret professionnel de l'avocat et, partant, elles ne violent pas les articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Le premier moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 3064, et, en ce qu'il est pris de la violation de ces dispositions, le premier moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 3065 ne sont pas fondés.

B.11. A la condition que la disposition en cause soit interprétée comme il est indiqué en B.9.6, le premier moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 3065, en ce qu'il est pris de la violation des articles 12 et 14 de la Constitution combinés avec l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme, n'est pas davantage fondé.

*En ce qui concerne l'article 5 de la loi du 12 janvier 2004 (deuxième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 3065)*

B.12.1. Les requérants dans l'affaire n<sup>o</sup> 3065 demandent l'annulation de l'article 5 de la loi du 12 janvier 2004 pour violation des articles 12 et 14 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 7 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ils estiment que la description des délits établie par la disposition en cause n'est pas claire, ce qui serait contraire au principe de légalité des incriminations et des peines.

B.12.2. L'article 5 de la loi du 12 janvier 2004 complète l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993. Cette disposition a pour objet de préciser ce qu'il faut entendre, pour l'application de la loi, par « blanchiment de capitaux » (§ 1<sup>er</sup>), et par « financement du terrorisme » (§ 1<sup>er</sup>bis), et de déterminer les infractions sous-jacentes produisant les capitaux ou biens illicites faisant l'objet du blanchiment (§ 2).

L'article 5 attaqué n'a donc, pas plus que l'article 3 de la loi du 11 janvier 1993 qu'il modifie, ni pour objet ni pour effet d'ériger un ou plusieurs comportements en infraction ou de créer des peines. Comme tels, les articles 12 et 14 de la Constitution ne lui sont dès lors pas applicables.

B.12.3. Toutefois, la définition des infractions sous-jacentes est un élément dont l'avocat doit avoir une connaissance précise pour déterminer s'il est en présence de fonds d'origine illicite faisant l'objet d'un blanchiment et s'il est par conséquent tenu par l'obligation de communication au bâtonnier. En application de l'article 22 de la loi du 11 janvier 1993, l'avocat qui s'abstient d'effectuer une communication relative à des faits de blanchiment ou de financement de terrorisme dont il aurait connaissance et qui ne serait pas couverte par son secret professionnel conformément à l'article 14<sup>bis</sup>, § 3, alinéa 2, de la même loi, est passible d'une amende administrative dont le montant peut atteindre 1 250 000 euros. Une telle sanction revêt un caractère répressif dominant, de sorte que le principe de prévisibilité des incriminations lui est applicable.

B.12.4. Il ressort de l'exposé des motifs de la disposition attaquée que le législateur a été soucieux de préciser et d'adapter la terminologie utilisée dans la liste des activités criminelles sous-jacentes à l'évolution des incriminations portées dans le Code pénal et dans certaines lois particulières. Il n'était pas tenu, ce faisant, de renvoyer aux articles du Code pénal, mais il pouvait procéder en utilisant les termes du langage courant, ces termes étant suffisamment explicites pour permettre à des professionnels du droit de déterminer que l'origine des fonds qu'ils soupçonnent faire l'objet de blanchiment est illicite au sens de la loi. Par ailleurs, les éléments contenus dans l'exposé des motifs permettent de préciser suffisamment ce que visent les termes de la loi (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, pp. 28 à 31).

B.12.5. Le moyen n'est pas fondé.

*En ce qui concerne l'article 31 de la loi du 12 janvier 2004 (deuxième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 3064 et quatrième moyen dans l'affaire n<sup>o</sup> 3065)*

B.13.1. L'article 31 de la loi attaquée étend aux avocats et aux bâtonniers l'interdiction, portée par l'article 19 de la loi du 11 janvier 1993, de porter à la connaissance du client concerné ou de personnes tierces que des informations ont été transmises à la Cellule de traitement des informations financières ou qu'une information du chef de blanchiment de capitaux est en cours.

B.13.2. Les requérants estiment que cette interdiction est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6, 7 et 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce qu'elle porte atteinte à l'indépendance de l'avocat et à la relation de confiance entre l'avocat et son client.

B.13.3. Alors que la directive 2001/97/CE n'imposait pas aux Etats membres d'interdire aux avocats d'informer leur client de ce que des informations à leur sujet avaient été transmises aux autorités (article 1<sup>er</sup>, paragraphe 7, modifiant l'article 8 de la directive 91/308/CEE), la directive 2005/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2005 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, qui devait être transposée en droit national pour le 15 décembre 2007 au plus tard, impose l'interdiction de divulgation de cette information au client (article 28, paragraphe 1). Cette directive précise toutefois, en son article 28, paragraphe 6, que lorsque l'avocat s'efforce de dissuader un client de prendre part à une activité illégale, il ne s'agit pas d'une divulgation au sens de l'article 28, paragraphe 1, de cette directive.

B.13.4. Il ressort de l'exposé des motifs que le législateur a estimé que l'interdiction de communiquer au client ou à des tiers le fait que des informations avaient été transmises à la Cellule de traitement des informations financières était « un élément essentiel assurant l'efficacité du dispositif » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 50).

B.13.5. L'avocat qui, s'étant efforcé de dissuader un client d'accomplir ou de participer à une opération de blanchiment ou de financement du terrorisme dont il connaît l'illégalité, constate qu'il a échoué dans cette entreprise, est tenu, s'il se trouve dans une hypothèse dans laquelle l'obligation de communication s'applique à lui, de transmettre les informations dont il a connaissance au bâtonnier, qui les transmettra à son tour aux autorités. Dans ce cas, l'avocat concerné ne peut continuer à agir pour le client en cause et doit mettre fin à la relation qui le lie à ce dernier. Il n'y a donc plus lieu, dans ce cas, de parler de relation de confiance entre l'avocat et son client. Par contre, si l'avocat constate qu'il a persuadé son client de renoncer à exécuter une opération illégale ou à y participer, rien ne s'oppose à ce que la relation de confiance entre l'avocat et son client soit maintenue puisque, dans cette hypothèse, il n'y a pas lieu de communiquer des informations à son sujet à la Cellule de traitement des informations financières.

Compte tenu du champ d'application limité de l'obligation de transmission des informations aux autorités qui s'impose aux avocats, interprétée ainsi qu'il est dit en B.9.6, la mesure attaquée n'est pas disproportionnée.

B.13.6. Les moyens ne sont pas fondés.

*En ce qui concerne l'article 27 de la loi du 12 janvier 2004 (troisième moyen dans l'affaire n° 3064 et troisième moyen, première branche, dans l'affaire n° 3065)*

B.14.1. Les requérants reprochent à l'article 27 de la loi du 12 janvier 2004, qui modifie l'article 15 de la loi du 11 janvier 1993, de permettre aux autorités de se faire communiquer, par les avocats qui ont transmis une information relative à un soupçon de blanchiment ou de financement de terrorisme, tous les renseignements complémentaires qu'elles jugent utiles à l'accomplissement de leur mission, sans devoir passer par l'intermédiaire du bâtonnier, alors que lorsque l'avocat communique, en application de l'article 14bis, § 3, de la loi du 11 janvier 1993, des informations aux autorités, il ne peut le faire qu'en les transmettant au bâtonnier de l'ordre dont il relève, qui les communiquera lui-même à la Cellule de traitement des informations financières après avoir vérifié qu'il y a bien lieu de le faire en application de la loi.

B.14.2. L'intervention du bâtonnier dans la transmission d'informations par les avocats à la Cellule de traitement des informations financières est une garantie essentielle, aussi bien pour les avocats que pour leurs clients, qui permet de s'assurer qu'il ne sera porté atteinte au secret professionnel que dans les cas strictement prévus par la loi. Le bâtonnier a pour rôle de vérifier que les conditions d'application légales de l'obligation de communication sont bien remplies et, s'il constate que tel n'est pas le cas, il doit s'abstenir de transmettre l'information qui lui a été communiquée. L'intervention d'un organe d'autorégulation de la profession a été prévue par la directive « afin de tenir dûment compte de l'obligation de discrétion professionnelle qui incombe [aux avocats] à l'égard de leurs clients » (directive 2001/97/CE, considérant 20). L'intervention du bâtonnier est conçue comme « un filtre » entre les avocats et les autorités judiciaires, « pour éviter toute atteinte aux droits fondamentaux de la défense » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 17).

B.14.3. Dès lors que l'intervention du bâtonnier est considérée comme une garantie essentielle pour la sauvegarde du secret professionnel de l'avocat et des droits fondamentaux des personnes concernées par la transmission d'informations lors du premier contact entre l'avocat et les autorités, il n'est pas justifié de ne pas prévoir le même « filtre » lorsque, ce contact étant établi, de plus amples informations sont demandées à l'avocat auteur de la déclaration. Le risque d'atteinte injustifiée au secret professionnel de ce dernier n'est en effet pas moindre lors d'échanges d'informations ultérieurs au sujet des faits ou indices de blanchiment ou de financement du terrorisme que lors du premier contact.

B.14.4. Sous peine de priver d'une partie de son efficacité la garantie que représente l'intervention du bâtonnier, dans l'application aux avocats de la loi attaquée, l'article 15, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 11 janvier 1993, modifié par l'article 27 de la loi attaquée, doit être lu en combinaison avec l'article 14bis, § 3, de la même loi, qui prévoit que les avocats sont tenus d'informer le bâtonnier. Dans cette lecture, qui, par ailleurs, est conforme à l'article 23 de la directive 2005/60/CE, les avocats ne peuvent communiquer des informations, que ce soit lors d'une première déclaration concernant un de leurs clients ou lors de la transmission de compléments d'informations relatives aux mêmes faits à la demande de la Cellule de traitement des informations financières, qu'au bâtonnier de l'ordre dont ils relèvent, à charge pour celui-ci, s'il constate que les conditions d'application de l'obligation d'information sont toujours réunies, de les transmettre à la Cellule.

B.14.5. Sous réserve que l'article 27 de la loi du 12 janvier 2004 soit interprété ainsi qu'il est indiqué en B.14.4, les moyens ne sont pas fondés.

*En ce qui concerne l'article 30 de la loi du 12 janvier 2004 (quatrième moyen dans l'affaire n° 3064 et troisième moyen, deuxième branche, dans l'affaire n° 3065)*

B.15.1. Les requérants reprochent à l'article 30, 2<sup>o</sup>, de la loi attaquée, qui modifie l'article 18, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993, de permettre à tout employé ou représentant des avocats de procéder personnellement à la transmission d'informations à la Cellule chaque fois que la procédure normale n'a pu être suivie, c'est-à-dire chaque fois que l'information n'a pu être transmise par l'avocat lui-même, ce qui serait constitutif d'une violation du secret professionnel et, partant, d'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution combinés avec l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

B.15.2. L'exposé des motifs indique que cette disposition vise « à permettre aux employés et aux représentants de ces professionnels de procéder personnellement à cette transmission, lorsque les titulaires de la profession ne sont pas en mesure d'accomplir ce devoir, ou au cas où ils voudraient de mauvaise foi se soustraire à cette obligation » (*Doc. parl.*, Chambre, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 50).

B.15.3. Le Conseil des Ministres précise qu'il est évident que cette disposition doit être lue en combinaison avec celles qui ont été introduites dans cette législation pour tenir compte de la spécificité de la profession d'avocat.

Même dans cette interprétation de la disposition, rien ne pourrait justifier qu'un tiers à la relation entre l'avocat et son client puisse transmettre aux autorités des informations relatives à ce client. Il en va d'autant plus ainsi que les employés de l'avocat peuvent n'avoir aucune qualification ou compétence juridique, et qu'on n'aperçoit pas comment ils seraient à même de juger de la réunion des conditions d'application de la loi à l'avocat par qui ils sont employés ou qu'ils représentent.

B.15.4. En ce qu'il permet que tout employé et tout représentant des avocats procèdent personnellement à la transmission d'informations à la Cellule, même en s'adressant au bâtonnier de l'ordre, l'article 30 de la loi du 12 janvier 2004 porte une atteinte au secret professionnel de l'avocat qui n'est pas susceptible de justification et viole, par là, les dispositions citées au moyen.

B.15.5. Il y a lieu d'annuler, dans l'article 18, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993 modifié par l'article 30, 2<sup>o</sup>, de la loi du 12 janvier 2004, les mots « et 2<sup>ter</sup> ».

Par ces motifs,

la Cour

1. annule les mots « et 2<sup>ter</sup> », à l'article 18, alinéa 2, de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, modifié par l'article 30, 2<sup>o</sup>, de la loi du 12 janvier 2004;



2. rejette les recours pour le surplus, sous réserve :

a) que l'article 2<sup>ter</sup>, inséré dans la loi précitée du 11 janvier 1993 par l'article 4 de la loi du 12 janvier 2004, soit interprété en ce sens

- que les informations connues de l'avocat à l'occasion de l'exercice des activités essentielles de sa profession, y compris dans les matières énumérées dans cet article 2<sup>ter</sup>, à savoir la défense ou la représentation en justice du client et le conseil juridique, même en dehors de toute procédure judiciaire, demeurent couvertes par le secret professionnel et ne peuvent donc pas être portées à la connaissance des autorités et

- que ce n'est que lorsque l'avocat exerce une activité, dans une des matières énumérées à l'article 2<sup>ter</sup> précité, qui va au-delà de sa mission spécifique de défense ou de représentation en justice et de conseil juridique, qu'il peut être soumis à l'obligation de communication aux autorités des informations dont il a connaissance;

b) que l'article 15, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la même loi du 11 janvier 1993, remplacé par l'article 27 de la loi du 12 janvier 2004, soit interprété en ce sens que toutes les communications d'informations à la Cellule de traitement des informations financières soient effectuées par l'intermédiaire du bâtonnier.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 23 janvier 2008.

Le greffier,  
P.-Y. Dutilleux.

Le président,  
M. Melchior.

## GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 395

[2008/200308]

### Uittreksel uit arrest nr. 10/2008 van 23 januari 2008

Rolnummers 3064 en 3065

*In zake* : de beroepen tot vernietiging van de artikelen 4, 5, 7, 25, 27, 30 en 31 van de wet van 12 januari 2004 « tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, en de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs », ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe en J.-P. Moerman, en, overeenkomstig artikel 60<sup>bis</sup> van de bijzondere wet van 6 januari 1989, emeritus voorzitter A. Arts, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

#### I. Onderwerp van de beroepen en rechtspleging

a. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 juli 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 23 juli 2004, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 4, 27, 30 en 31 van de wet van 12 januari 2004 « tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, en de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 23 januari 2004, tweede uitgave), door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », met zetel te 1060 Brussel, Gulden Vlieslaan 65, en de Franse Orde van advocaten bij de balie te Brussel, met zetel te 1000 Brussel, Gerechtsgebouw, Poelaertplein 1.

b. Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 22 juli 2004 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 23 juli 2004, is beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 4, 5, 7, 25, 27, 30 en 31 van dezelfde wet door de Orde van Vlaamse balies, met zetel te 1000 Brussel, Koningsstraat 148, en de Nederlandse Orde van advocaten bij de balie te Brussel, met zetel te 1000 Brussel, Gerechtsgebouw, Poelaertplein 1.

Die zaken, ingeschreven onder de nummers 3064 en 3065 van de rol van het Hof, werden samengevoegd.

(...)

Bij tussenarrest nr. 126/2005 van 13 juli 2005, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 2 augustus 2005, heeft het Hof de volgende prejudiciële vraag gesteld aan het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen :

« Schendt artikel 1, 2), van de richtlijn 2001/97/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 december 2001 tot wijziging van richtlijn 91/308/EEG van de Raad tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, het recht op een eerlijk proces zoals gewaarborgd bij artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, en bijgevolg artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, in zoverre het nieuwe artikel 2<sup>bis</sup>, 5), dat het heeft ingevoegd in de richtlijn 91/308/EEG, voorziet in de opname van onafhankelijke beoefenaars van juridische beroepen, zonder het beroep van advocaat uit te sluiten, in de werkingssfeer van diezelfde richtlijn, die, in essentie, tot doel heeft dat aan de daarin beoogde personen en instellingen een verplichting wordt opgelegd de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de bestrijding van het witwassen van geld op de hoogte te brengen van elk feit dat zou kunnen wijzen op een dergelijk witwassen (artikel 6 van richtlijn 91/308/EEG, vervangen bij artikel 1, 5), van richtlijn 2001/97/EG) ? ».

Bij arrest van 26 juni 2007 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen op de vraag geantwoord.

(...)

#### II. In rechte

(...)

#### Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen en van de tussenkomsten

B.1. Met het arrest nr. 126/2005 van 13 juli 2005 heeft het Hof geoordeeld dat de beroepen en de tussenkomsten ontvankelijk zijn.

#### Ten aanzien van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie

B.2.1. Verschillende middelen voeren de schending aan van grondwetsbepalingen die in samenhang worden gelezen met bepalingen van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, ondertekend en afgekondigd door de voorzitters van het Europees Parlement, van de Raad en van de Commissie tijdens de Europese Raad te Nice op 7 december 2000 en bekendgemaakt in het Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen op 18 december 2000, nr. C-364.



B.2.2. In zoverre het Handvest het bestaan bevestigt van gemeenschappelijke waarden van de Europese Unie die in hoofdzaak eveneens in de bepalingen van de Grondwet zijn opgenomen, kan het Hof het Handvest in zijn beoordeling betrekken.

Daar het Handvest niet is opgenomen in een normatieve tekst met bindende kracht ten aanzien van België, zijn de middelen evenwel niet ontvankelijk in zoverre zij zijn afgeleid uit de schending van grondwetsbepalingen, in samenhang gelezen met bepalingen van het Handvest.

*Ten aanzien van de bestreden bepalingen*

B.3. De verzoekende partijen vorderen de gedeeltelijke vernietiging van de wet van 12 januari 2004 « tot wijziging van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, de wet van 22 maart 1993 op het statuut en het toezicht op de kredietinstellingen, en de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs ». De bepalingen van de wet van 12 januari 2004 waartegen de beroepen zijn gericht, luiden :

« Art. 4. In [de wet van 11 januari 1993] wordt een artikel *2ter* ingevoegd, luidende :

' Art. *2ter*. - Voor zover zij daarin uitdrukkelijk voorzien, zijn de bepalingen van deze wet eveneens van toepassing op de advocaten :

1° wanneer zij hun cliënt bijstaan bij het voorbereiden of uitvoeren van verrichtingen in verband met :

- a) de aan- of verkoop van onroerend goed of bedrijven;
- b) het beheren van diens geld, waardepapieren of andere activa;
- c) de opening of het beheer van bank-, spaar- of effectenrekeningen;
- d) het organiseren van inbreng die nodig is voor de oprichting, de uitbating of het beheer van vennootschappen;
- e) de oprichting, uitbating of het beheer van trusts, vennootschappen of soortgelijke structuren;

2° of wanneer zij optreden in naam en voor rekening van hun cliënt in enigerlei financiële verrichtingen of verrichtingen in onroerend goed '.

Art. 5. In artikel 3 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 7 april 1995, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een § *1bis* wordt ingevoegd, luidende als volgt :

' § *1bis*. Voor de toepassing van deze wet wordt financiering van terrorisme verstaan in de zin van artikel 2, § 2, b), van het kaderbesluit van de Raad van de Europese Unie van 13 juni 2002 inzake terrorismebestrijdingen en van artikel 2 van het Internationaal verdrag ter bestrijding van de financiering van terrorisme, goedgekeurd te New York op 9 december 1999. ';

2° in § 2, 1°, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste gedachtestreepje wordt het woord ' terrorisme ' vervangen door de woorden ' terrorisme of de financiering van terrorisme ';

b) in het achtste gedachtestreepje worden de woorden ' illegaal gebruik bij dieren van stoffen met hormonale, antihormonale, beta-adrenergische of productiestimulerende werking of illegale handel in dergelijke stoffen ' vervangen door de woorden ' illegaal gebruik bij dieren van stoffen met hormonale werking of illegale handel in dergelijke stoffen ';

c) in het tiende gedachtestreepje worden de woorden ' van de Europese Unie ' vervangen door de woorden van de ' Europese Gemeenschappen ';

d) in het twaalfde gedachtestreepje worden de woorden ' omkoping van openbare ambtenaren ' vervangen door de woorden ' verduistering door personen die een openbare functie uitoefenen en omkoping ';

e) 1° wordt vervolledigd door de volgende streepjes :

- ' - ernstige milieucriminaliteit;
- namaak van muntstukken of bankbiljetten;
- namaak van goederen;
- zeeroverij ';

3° in § 2, 2°, worden de woorden ' of een onwettig openbaar aantrekken van spaargelden ' vervangen door de woorden ' het onwettig openbaar aantrekken van spaargelden of het verlenen van beleggingsdiensten, diensten van valutahandel of van geldoverdracht zonder vergunning ';

4° in § 2, 3°, worden de woorden ' een financiële oplichting ' vervangen door de woorden ' een oplichting, een misbruik van vertrouwen, een misbruik van vennootschapsgoederen ' en worden de woorden ' een bedrieglijke bankbreuk ' vervangen door de woorden ' een misdrijf dat verband houdt met de staat van faillissement ';

5° in § 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden ' in artikel 2 ' worden vervangen door de woorden ' in de artikelen 2, *2bis* en *2ter* ';

b) de woorden ' van witwassen van geld ' worden vervangen door de woorden ' van witwassen van geld en van financiering van terrorisme ' ».

« Art. 7. Artikel 4 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 1998, wordt vervangen als volgt :

' Artikel 4. — § 1. De in de artikelen 2, *2bis*, 1° tot 4°, en *2ter* bedoelde ondernemingen en personen dienen hun cliënten en de lasthebbers van hun cliënten te identificeren en hun identiteit te controleren, aan de hand van een bewijsstuk, waarvan een afschrift wordt genomen op papier of op elektronische drager wanneer :

1° ze een zakenrelatie aanknopen waardoor de betrokkenen gewone cliënten worden;

2° de cliënt wenst over te gaan tot het uitvoeren van :

a) een verrichting voor een bedrag van 10 000 EUR of meer, ongeacht of zij wordt uitgevoerd in één of in verscheidene verrichtingen waartussen een verband blijkt te bestaan; of

b) een verrichting, zelfs wanneer het bedrag lager is dan 10 000 EUR, zodra wordt vermoed dat het gaat om witwassen van geld of om financiering van terrorisme; of

c) een geldoverdracht waarvan sprake in artikel 139*bis* van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs;

3° ze twifelen aan de waarachtigheid of aan de juistheid van de identificatiegegevens over een bestaande cliënt.

De identificatie en de controle betreffen de naam, de voornaam en het adres voor natuurlijke personen. Niettegenstaande artikel 5, § 1, betreffen ze voor rechtspersonen en trusts de naam en de zetel van de rechtspersoon, de bestuurders en de kennis van de bepalingen omtrent de bevoegdheid verbintenissen aan te gaan voor de rechtspersoon of de trust. De vereenzelviging slaat ook op het voorwerp en de verwachte aard van de zakenrelatie.

§ 2. De ondernemingen en personen bedoeld in de artikelen 2, *2bis*, 1° tot 4°, en *2ter*, moeten een bestendige waakzaamheid aan de dag leggen ten opzichte van de zakenrelatie en een aandachtig onderzoek verzekeren van de uitgevoerde verrichtingen om zich ervan te vergewissen dat deze stroken met de kennis die ze hebben van hun cliënt, van zijn commerciële activiteiten, van zijn risicoprofiel en, indien nodig, van de herkomst van de fondsen.

§ 3. Wanneer de ondernemingen en personen bedoeld in de artikelen 2, *2bis*, 1° tot 4°, en *2ter*, hun waakzaamheidsplicht bedoeld in de §§ 1 en 2 niet kunnen nakomen, mogen ze geen zakenrelatie aanknopen of in stand houden. Ze beslissen zo een melding aan de Cel voor financiële informatieverwerking overeenkomstig de artikelen 12 tot *14ter* zich opdringt.

§ 4. De ondernemingen en personen bedoeld in artikel 2, met uitzondering van de 17°, 18° en 21°, mogen de waakzaamheidsplicht bedoeld in de §§ 1 en 2 laten uitvoeren door een derde zaakaanbrenger, voor zover deze eveneens een krediet- of financiële instelling is in de zin van artikel 1 van richtlijn 91/308/EEG of een krediet- of financiële instelling uit een land waarvan de wetgeving waakzaamheidsverplichtingen oplegt die evenwaardig zijn met deze bepaald in de artikelen 4 en 5. De lidstaten van de Financiële Actiegroep worden vermoed aan deze vereiste te voldoen. Op advies van de Cel voor financiële informatieverwerking kan de Koning dit vermoeden uitbreiden tot andere Staten.

§ 5. De ondernemingen bedoeld in artikel 2, waarvan de activiteiten geldoverdrachten behelzen in de zin van artikel *139bis* van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs, vermelden bij het overschrijven of overdragen van geld en bij de mededelingen daaromtrent, correcte en dienstige inlichtingen over hun cliënten-opdrachtgevers van de betrokken verrichtingen. Deze ondernemingen bewaren al die inlichtingen en geven ze door ingeval zij als tussenpersoon optreden in een betaalketen.

§ 6. De toepassingsmodaliteiten van de hierboven opgesomde verplichtingen worden verduidelijkt door de overheden bedoeld in artikel 21 en, desgevallend, via reglement overeenkomstig artikel *21bis*, in functie van het risico dat de cliënt, de zakenrelatie of de verrichting vertegenwoordigt. Met betrekking tot § 5 wordt daarbij inzonderheid bepaald onder welke omstandigheden gegevens moeten worden bewaard of ter beschikking gesteld van overheden of van andere financiële instellingen, met dien verstande dat in het reglement in specifieke bepalingen kan worden voorzien voor de grensoverschrijdende overschrijvingen die in batch worden doorgestuurd ' ».

« Art. 25. In artikel *14bis* van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 10 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° § 1 wordt vervangen als volgt :

' § 1. De in artikel *2bis*, 1° tot 4°, bedoelde personen die, bij de uitoefening van hun beroep, feiten vaststellen waarvan zij weten of vermoeden dat ze verband houden met het witwassen van geld of met de financiering van terrorisme, moeten de Cel voor financiële informatieverwerking daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen ' ;

2° in § 2, eerste lid, worden de woorden ' het witwassen van geld ' vervangen door de woorden ' het witwassen van geld of de financiering van terrorisme ' ;

3° dit artikel wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

' § 3. De in artikel *2ter* bedoelde personen die, bij de uitoefening van de in dat artikel opgesomde activiteiten, feiten vaststellen waarvan zij weten of vermoeden dat ze verband houden met het witwassen van geld of met de financiering van terrorisme, moeten de stafhouder van de Orde waartoe zij behoren daarvan onmiddellijk op de hoogte brengen.

De in artikel *2ter* bedoelde personen delen die informatie echter niet mee in het geval zij deze van één van hun cliënten ontvangen of over één van hun cliënten verkrijgen wanneer zij de rechtspositie van hun cliënt bepalen, dan wel die cliënt in of in verband met een rechtsgeding verdedigen of vertegenwoordigen, met inbegrip van advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeding, ongeacht of dergelijke informatie vóór, gedurende of na een dergelijk geding wordt ontvangen of verkregen.

De stafhouder controleert of de voorwaarden waarvan sprake in artikel *2ter* en in het vorige lid zijn nageleefd. Indien deze voorwaarden zijn nageleefd, bezorgt hij de informatie onmiddellijk aan de Cel voor financiële informatieverwerking ' ».

« Art. 27. Artikel 15, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 7 april 1995 en van 10 augustus 1998, wordt vervangen als volgt :

' § 1. Wanneer de Cel voor financiële informatieverwerking informatie ontvangt als bedoeld in artikel 11, § 2, mag de Cel of één van haar leden of één van haar personeelsleden, die daartoe is aangewezen door de magistraat die de Cel leidt of door zijn plaatsvervanger, eisen dat binnen de door hen bepaalde termijn alle bijkomende informatie wordt meegedeeld die zij nuttig achten voor de vervulling van de opdracht van de Cel :

1° door alle instellingen en personen bedoeld in de artikelen 2, *2bis* en *2ter* alsook door de stafhouder bedoeld in artikel *14bis*, § 3;

2° door de politiediensten, in afwijking van artikel 44/1 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, als gewijzigd bij de wet van 26 april 2002 houdende de essentiële elementen van het statuut van de personeelsleden van de politiediensten en houdende diverse andere bepalingen met betrekking tot de politiediensten;

3° door de administratieve diensten van de Staat;

4° door de curatoren in een faillissement;

5° door de voorlopige bewindvoerders bedoeld in artikel 8 van de faillissementswet van 8 augustus 1997;

6° door de gerechtelijke overheden. Evenwel kunnen inlichtingen door een onderzoeksrechter niet worden medegedeeld aan de Cel zonder uitdrukkelijke toestemming van de procureur-generaal of van de federale procureur en kunnen de inlichtingen verkregen van een gerechtelijke overheid door de Cel niet worden medegedeeld aan een buitenlandse instelling bij toepassing van artikel 17, § 2, zonder de uitdrukkelijke toestemming van de procureur-generaal of van de federale procureur.

De in artikel *2ter* bedoelde personen en de in artikel *14bis*, § 3 bedoelde stafhouder delen die informatie niet mee als de in artikel *2ter* bedoelde personen deze van één van hun cliënten ontvangen of over één van hun cliënten verkrijgen wanneer zij de rechtspositie van hun cliënt bepalen, dan wel die cliënt in of in verband met een rechtsgeding verdedigen of vertegenwoordigen, met inbegrip van advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeding, ongeacht of dergelijke informatie vóór, gedurende of na een dergelijk geding wordt ontvangen of verkregen.

De gerechtelijke overheden, de politiediensten, de administratieve diensten van de Staat, de curatoren in een faillissement en de voorlopige bewindvoerders mogen de Cel voor financiële informatieverwerking op eigen initiatief alle informatie bezorgen die zij nuttig achten voor de vervulling van haar opdracht.

Het openbaar ministerie deelt aan de Cel voor financiële informatieverwerking alle definitieve beslissingen mee die zijn genomen in dossiers in verband waarmee de Cel informatie heeft meegedeeld met toepassing van de artikelen 12, § 3, en 16 ' ».

« Art. 30. In artikel 18 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 1998, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

‘ De mededeling van de in de artikelen 12 tot 14ter bedoelde informatie wordt normaliter gedaan door de persoon die binnen de in de artikelen 2 en 2bis, 5°, bedoelde ondernemingen overeenkomstig artikel 10 is aangesteld, of door de personen bedoeld in de artikelen 2bis, 1° tot 4° en 2ter. ’;

2° in het tweede lid worden de woorden ‘ in de artikelen 2 en 2bis, 5°, ’ vervangen door de woorden ‘ in de artikelen 2, 2bis en 2ter ’.

Art. 31. In artikel 19 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 10 augustus 1998, worden de woorden ‘ de in de artikelen 2 en 2bis bedoelde ondernemingen of personen ’ vervangen door de woorden ‘ de in de artikelen 2, 2bis en 2ter bedoelde ondernemingen of personen en de in artikel 14bis, § 3, bedoelde stafhouder ’ ».

*Ten aanzien van de middelen*

*Wat de artikelen 4, 7, 25, 27, 30 en 31 van de wet van 12 januari 2004 betreft (eerste middel in beide zaken)*

B.4. In hun eerste middel klagen de verzoekende partijen aan dat de door hen bestreden bepalingen het toepassingsgebied van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme uitbreiden tot de advocaten : enerzijds, zijn zij van mening dat de wetgever, door de advocaten te beogen, op onverantwoorde wijze afbreuk heeft gedaan aan de beginselen van het beroepsgeheim en van hun onafhankelijkheid, waardoor de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de algemene rechtsbeginselen inzake de rechten van de verdediging en met artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, zouden zijn geschonden; anderzijds, zijn zij van mening dat de bepalingen onvoldoende duidelijk zijn, zodat de advocaten niet in staat zouden zijn duidelijk uit te maken in welke omstandigheden de wet op hen van toepassing is, waardoor de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zouden zijn geschonden.

B.5.1. Na te hebben vastgesteld dat de uitbreiding van het personele toepassingsgebied van de wet van 11 januari 1993 tot de advocaten, aan de Belgische wetgever is opgelegd bij de richtlijn 2001/97/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 december 2001 tot wijziging van richtlijn 91/308/EEG van de Raad tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld, heeft het Hof met het arrest nr. 126/2005 het verzoek van sommige verzoekende en tussenkomende partijen ingewilligd en, alvorens de middelen te onderzoeken, het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de in A.4.2 weergegeven prejudiciële vraag gesteld.

B.5.2. Bij het arrest van 26 juni 2007 in de zaak C-305/05 heeft het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen voor recht gezegd dat het recht op een eerlijk proces, zoals dit wordt gewaarborgd door artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 6, lid 2, van het Verdrag betreffende de Europese Unie, niet is geschonden door de verplichting voor de advocaten om de verantwoordelijke autoriteiten voor de bestrijding van het witwassen van geld te informeren en met hen samen te werken, rekening houdend met de door de richtlijn 91/308/EEG, zoals gewijzigd bij de richtlijn 2001/97/EG, opgelegde of toegestane beperkingen op die verplichting.

B.5.3. Het Hof onderzoekt de middelen rekening houdend met het voormelde arrest van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen.

B.6.1. In België hebben de advocaten een aanzienlijk aandeel in de rechtsbedeling, wat verantwoordt dat met betrekking tot de voorwaarden van toegang tot en de uitoefening van dat beroep eigen regels in acht worden genomen die verschillend zijn van diegene die voor andere vrije beroepen gelden. Luidens artikel 456 van het Gerechtelijk Wetboek is het beroep van advocaat gebaseerd op de beginselen van « waardigheid, rechtschapenheid en kiesheid ».

B.6.2. De advocaten zijn onderworpen aan strikte deontologische regels, waarvan de inachtneming in eerste aanleg wordt verzekerd door de tuchtraad van de Orde. Die kan, naar gelang van het geval, « waarschuwen, berispen, schorsen voor een termijn van ten hoogste één jaar, schrappen van het tableau, van de lijst van advocaten die hun beroep uitoefenen onder de beroepstitel van een andere lidstaat van de Europese Unie of van de lijst van stagiairs » (artikel 460, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

B.6.3. Uit het bijzondere statuut van de advocaten, vastgesteld in het Gerechtelijk Wetboek en in de reglementeringen die zijn aangenomen door de bij de wet van 4 juli 2001 opgerichte orden, vloeit voort dat het beroep van advocaat in België zich onderscheidt van andere zelfstandige juridische beroepen.

B.7.1. De effectiviteit van de rechten van de verdediging van iedere rechtzoekende veronderstelt noodzakelijkerwijs dat een vertrouwensrelatie tot stand kan komen tussen hem en de advocaat die hem raad geeft en hem verdedigt. Die noodzakelijke vertrouwensrelatie kan alleen tot stand komen en behouden blijven indien de rechtzoekende de waarborg heeft dat wat hij aan zijn advocaat toevertrouwt, door die laatstgenoemde niet openbaar zal worden gemaakt. Hieruit volgt dat de regel van het beroepsgeheim, waarvan de schending met name bij artikel 458 van het Strafwetboek wordt bestraft, een fundamenteel element van de rechten van de verdediging is.

B.7.2. Weliswaar moet de regel van het beroepsgeheim wijken wanneer dat noodzakelijk blijkt of wanneer een hoger geachte waarde ermee in conflict treedt. Het opheffen van het beroepsgeheim van de advocaat moet evenwel, om met de fundamentele beginselen van de Belgische rechtsorde verenigbaar te zijn, door een dringende reden worden verantwoord en strikt evenredig zijn.

B.7.3. Wanneer de verplichtingen niet worden nageleefd die de bestreden wet aan de advocaten oplegt, wordt die niet-naleving overigens bestraft met een administratieve geldboete. Die geldboete kan oplopen tot 1 250 000 euro en heeft een overheersend repressief karakter, zodat de omschrijving van die niet-naleving moet voldoen aan het beginsel van de voorzienbaarheid van de strafbaarstelling, volgens hetwelk deze moet worden geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is. Het eist dat in voldoende nauwkeurige, duidelijke en rechtszekerheid biedende bewoordingen wordt bepaald welke feiten strafbaar worden gesteld, zodat, enerzijds, degene die een gedrag aanneemt, vooraf op afdoende wijze kan inschatten wat het strafrechtelijke gevolg van dat gedrag zal zijn en, anderzijds, aan de rechter geen al te grote beoordelingsvrijheid wordt gelaten.

B.7.4. Hoewel, zoals wordt onderstreept in het arrest waarmee het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen de prejudiciële vraag van het Hof heeft beantwoord, artikel 6, lid 3, van de richtlijn zich voor verschillende uitleggingen leent, zodat de precieze omvang van de op advocaten rustende informatie- en samenwerkingsplicht niet eenduidig kan worden vastgesteld (punt 27), zou de bestreden bepaling een dergelijke onduidelijkheid niet kunnen bevatten zonder het beginsel van de voorzienbaarheid van de strafbaarstelling te schenden.

Het staat dus aan het Hof de draagwijdte te onderzoeken die, op eenduidige wijze, aan de bestreden bepalingen dient te worden gegeven.

B.7.5. Het arrest van 26 juni 2007 herinnert in punt 28 eraan dat

« de lidstaten [...] niet alleen hun nationale recht conform het gemeenschapsrecht [dienen] uit te leggen, maar [...] er ook op [dienen] toe te zien dat zij zich niet baseren op een uitlegging van een bepaling van afgeleid gemeenschapsrecht die in conflict zou komen met de door de communautaire rechtsorde beschermde grondrechten of de andere algemene beginselen van gemeenschapsrecht ».

B.7.6. In hetzelfde arrest wordt herinnerd aan de vereisten van artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en aan het beginsel van het beroepsgeheim van de advocaten dat verbonden is aan de vereisten van het recht op een eerlijk proces. Reeds in zijn arrest *AM & S* van 18 mei 1982 (*Jur.*, 1982, p. 1575) heeft het Hof van Justitie onderstreept dat de vertrouwelijkheid van de mededelingen tussen de advocaten en hun cliënten beantwoordt aan het « in alle lid-staten als belangrijk erkende vereiste, dat elke justitiabele de mogelijkheid moet hebben, en alle vrijheid een advocaat te raadplegen, wiens beroep het is, onafhankelijk juridisch advies te geven aan eenieder die het behoeft » (punt 18).

B.7.7. In zijn arrest *Wouters en anderen* van 19 februari 2002 (*Jur.*, 2002, I, p. 1577) heeft het Hof van Justitie eveneens onderstreept dat elke lidstaat, bij ontstentenis van specifieke gemeenschapsregels, in beginsel vrij blijft om de uitoefening van het beroep van advocaat op zijn grondgebied te regelen, dat de regels hierdoor aanzienlijk kunnen verschillen van lidstaat tot lidstaat en dat, in een land waar de advocaat zich bevindt in een situatie van onafhankelijkheid ten opzichte van de overheid, andere operatoren en derden, hij « de garantie [moet] bieden dat al zijn initiatieven in een zaak uitsluitend in het belang van zijn cliënt worden genomen » (punt 102) en dat een lidstaat van oordeel kan zijn dat de advocaat zijn cliënt onafhankelijk en met inachtneming van een strikt beroepsgeheim moet verdedigen (punt 105).

B.7.8. Dezelfde beginselen worden bevestigd door het Gerecht van eerste aanleg van de Europese Gemeenschappen, volgens hetwelk de vertrouwelijkheid van de mededelingen tussen advocaten en cliënten ertoe strekt « zowel de volledige uitoefening van de rechten van verweer van de justitiabelen te garanderen als te verzekeren dat elke justitiabele de mogelijkheid heeft in alle vrijheid een advocaat te raadplegen », waarbij die bescherming van de vertrouwelijkheid in de eerste plaats tot doel heeft « het openbaar belang van een goede rechtsbedeling te waarborgen, dat erin bestaat te verzekeren dat iedere cliënt zich vrij met zijn advocaat kan onderhouden zonder te moeten vrezen dat wat hij in vertrouwen meedeelt, later kan worden bekendgemaakt » (arrest *Akzo Nobel Chemicals Ltd van 17 september 2007*, punten 86 en 87).

B.7.9. Zoals aangegeven in zijn arresten nrs. 50/2004, 100/2006 en 129/2006, is het Hof eveneens van oordeel dat de vertrouwensrelatie die moet bestaan tussen de advocaat en zijn cliënt alleen tot stand kan komen en kan worden behouden indien de rechtzoekende de zekerheid heeft dat de vertrouwelijke mededelingen aan zijn advocaat door de laatstgenoemde niet openbaar zullen worden gemaakt.

B.7.10. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de grondwettigheid van de bestreden bepalingen dient te worden beoordeeld rekening houdend met het feit dat het beroepsgeheim van de advocaat een algemeen beginsel is dat verband houdt met de naleving van de fundamentele rechten, dat de regels die van dat geheim afwijken om die reden en met toepassing van het beginsel van de voorzienbaarheid van de strafbaarstelling slechts strikt kunnen worden geïnterpreteerd en dat rekening dient te worden gehouden met de wijze waarop het beroep van advocaat in de interne rechtsorde is geregeld.

B.8. De bestrijding van het witwassen van geld en van de financiering van terrorisme, die een onmiskenbare invloed uitoefenen op de groei van de georganiseerde misdaad, die een bijzondere bedreiging voor de samenleving vormt, is een gewettigde doelstelling van algemeen belang. Die doelstelling zou een onvoorwaardelijke of onbeperkte opheffing van het beroepsgeheim van de advocaat echter niet kunnen verantwoorden, daar de advocaten, om de in B.6.1 tot B.6.3 in herinnering gebrachte motieven, moeten worden onderscheiden van de overheden die zijn belast met het opsporen van de misdrijven.

B.9.1. Artikel 2<sup>ter</sup> van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, ingevoegd bij artikel 4 van de bestreden wet, bepaalt dat de verplichtingen van die wet van toepassing zijn op de advocaten wanneer zij handelen in een bepaald aantal materies die op limitatieve wijze zijn opgesomd en « niet tot de kernactiviteit van het beroep van advocaat behoren » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 28). Wat meer bepaald de verplichte samenwerking met de overheden betreft, moet die bepaling in samenhang worden gelezen met artikel 14<sup>bis</sup>, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij artikel 25, 3<sup>o</sup>, van de bestreden wet, dat preciseert dat de advocaten de gegevens betreffende feiten waarvan zij weten of vermoeden dat die verband houden met het witwassen van geld of met de financiering van terrorisme niet aan de overheden mogen meedelen indien zij die gegevens « van één van hun cliënten ontvangen of over één van hun cliënten verkrijgen wanneer zij de rechtspositie van hun cliënt bepalen, dan wel die cliënt in of in verband met een rechtsgeging verdedigen of vertegenwoordigen [...] ».

B.9.2. Uit die bepaling blijkt duidelijk dat alle gegevens die ter kennis worden gebracht van de advocaat in het kader van een rechtsgeging in de materies die worden opgesomd in artikel 2<sup>ter</sup> van de voormelde wet van 11 januari 1993, door zijn beroepsgeheim zijn gedekt en dat blijven, « ongeacht of de informatie vóór, gedurende of na het rechtsgeging is ontvangen of verkregen » (HvJ, voormeld arrest van 26 juni 2007, punt 34).

B.9.3. Het beroepsgeheim van de advocaat zou evenwel niet kunnen worden beperkt tot alleen zijn activiteit bestaande in de verdediging en de vertegenwoordiging in rechte. Daarom verbiedt het voormelde artikel 14<sup>bis</sup>, § 3, eveneens dat de gegevens die ter kennis worden gebracht van de advocaten « wanneer zij de rechtspositie van hun cliënt bepalen », ook in de materies die worden opgesomd in hetzelfde artikel 2<sup>ter</sup>, aan de overheden worden meegedeeld. Dezelfde bepaling preciseert dat de gegevens die worden ontvangen of verkregen in het kader van « advies over het instellen of vermijden van een rechtsgeging » evenmin aan de overheden worden meegedeeld.

B.9.4. De woorden « wanneer zij de rechtspositie van hun cliënt bepalen » in de wet, zijn *in extenso* overgenomen uit artikel 6, lid 3, dat in richtlijn 91/308/EEG is ingevoegd door de voormelde richtlijn 2001/97/EG van het Europees Parlement en de Raad van 4 december 2001, en dienen bijgevolg te worden geïnterpreteerd in het licht van de interpretatie van de richtlijn. In dat opzicht luidt overweging 17 van de richtlijn :

« Er moeten vrijstellingen zijn van elke verplichting om informatie te melden die is verkregen vóór, tijdens of na een gerechtelijke procedure, of bij het bepalen van de rechtspositie van een cliënt. Bijgevolg blijft juridisch advies onderworpen aan de beroepsgeheimhoudingsplicht, tenzij de juridisch adviseur deelneemt aan witwasactiviteiten, het juridisch advies voor witwasdoelinden wordt verstrekt, of de advocaat weet of redenen heeft om aan te nemen dat zijn cliënt juridisch advies wenst voor witwasdoelinden ».



Op basis van die overweging heeft de advocaat-generaal in de conclusies die het arrest van 26 juni 2007 van het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen voorafgaan, opgemerkt :

« Het komt mij *in casu* voor dat het begrip 'bepaling van de rechtspositie van de cliënt' als in de richtlijn gebruikt, gemakkelijk aldus kan worden begrepen dat juridische advisering daaronder valt. Een dergelijke lezing strookt met de eerbiediging van de fundamentele rechten en de beginselen van de rechtsstaat die door de communautaire rechtsorde worden beschermd. Zij strookt bovendien met de tekst van de zeventiende overweging van de considerans van de richtlijn, die bepaalt dat in beginsel 'juridisch advies onderworpen [blijft] aan de beroepsgeheimhoudingsplicht'. Bijgevolg stel ik het Hof voor, artikel 6, lid 3, tweede alinea, van de richtlijn aldus uit te leggen dat het advocaten die juridisch advies verstrekken, vrijstelt van elke meldplicht » (HvJ, zaak C-305/05, conclusies van de advocaat-generaal uitgebracht op 14 december 2006).

In de memorie van toelichting bij het ontwerp dat de bestreden wet is geworden, wordt bovendien uitdrukkelijk verwezen naar overweging 17 van de richtlijn wanneer het toepassingsgebied van de wet ten aanzien van de advocaten wordt omschreven, en wordt overigens opgemerkt dat voor deze laatstgenoemden « het zeer moeilijk [is] uit te maken wat met een eenvoudige raadgeving te maken heeft en wat met de verdediging in rechte, daar de adviesverlening steeds met dat doel kan worden gebruikt » (*Parl. St., Kamer, DOC 51-0383/001, pp. 16 en 17*).

B.9.5. In de uitoefening van het beroep van advocaat, zoals het wordt georganiseerd in de in B.6.1 tot B.6.3 in herinnering gebrachte bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek en de deontologische regels van het beroep die eigen zijn aan België, strekt de activiteit bestaande in het verstrekken van juridisch advies betreffende een verrichting in een van de in artikel 2ter, 1<sup>o</sup>, a) tot e), vermelde materies, zelfs buiten elk rechtsgeding, ertoe de cliënt te informeren over de staat van de wetgeving die van toepassing is op zijn persoonlijke situatie of op de verrichting die hij overweegt, of hem te adviseren over de wijze waarop die verrichting binnen het wettelijk kader kan worden uitgevoerd. Zij heeft altijd tot doel het de cliënt mogelijk te maken een rechtsgeding met betrekking tot die verrichting te vermijden. Met toepassing van artikel 14bis, § 3, van de wet ontsnappen de gegevens die zijn verkregen of ontvangen wanneer de advocaat advies verstrekt in de materies die zijn opgesomd in artikel 2ter, 1<sup>o</sup>, a) tot e), dus aan de verplichte mededeling aan de overheden.

B.9.6. Uit hetgeen voorafgaat, vloeit voort dat de gegevens die de advocaat verneemt tijdens de uitoefening van de wezenlijke activiteiten van zijn beroep, ook in de materies die zijn opgesomd in het voormelde artikel 2ter, namelijk het bijstaan en het verdedigen in rechte van de cliënt, en het juridisch advies, zelfs buiten elk rechtsgeding, door het beroepsgeheim gedekt blijven en niet ter kennis kunnen worden gebracht van de overheden.

Alleen wanneer de advocaat een activiteit uitoefent, in een van de materies die zijn opgesomd in artikel 2ter, buiten zijn specifieke opdracht van verdediging of vertegenwoordiging in rechte en van het verlenen van juridisch advies, kan hij worden onderworpen aan de verplichting om de gegevens waarvan hij kennis heeft aan de overheden mee te delen.

B.10. Onder voorbehoud dat de in het geding zijnde bepalingen worden geïnterpreteerd zoals in B.9.6 wordt aangegeven, doen zij niet op onevenredige wijze afbreuk aan het beginsel van het beroepsgeheim van de advocaat en schenden zij derhalve niet de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Het eerste middel in de zaak nr. 3064 en, in zoverre het is afgeleid uit de schending van die bepalingen, het eerste middel in de zaak nr. 3065 zijn niet gegrond.

B.11. Op voorwaarde dat de in het geding zijnde bepaling wordt geïnterpreteerd zoals in B.9.6 is aangegeven, is het eerste middel in de zaak nr. 3065, in zoverre het is afgeleid uit de schending van de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, evenmin gegrond.

*Wat artikel 5 van de wet van 12 januari 2004 betreft (tweede middel in de zaak nr. 3065)*

B.12.1. De verzoekers in de zaak nr. 3065 vorderen de vernietiging van artikel 5 van de wet van 12 januari 2004 wegens schending van de artikelen 12 en 14 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 7 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Zij zijn van mening dat de omschrijving van de strafbare feiten in de in het geding zijnde bepaling niet duidelijk is, wat in strijd zou zijn met het beginsel van de wettigheid van de strafbaarstelling en de straf.

B.12.2. Artikel 5 van de wet van 12 januari 2004 vult artikel 3 van de wet van 11 januari 1993 aan. Die bepaling strekt ertoe te preciseren wat, voor de toepassing van de wet, dient te worden verstaan onder « witwassen van geld » (§ 1) en onder « financiering van terrorisme » (§ 1bis), en de onderliggende misdrijven te bepalen die het illegaal geld of de illegale activa voortbrengen die het voorwerp van de witwasactiviteit uitmaken (§ 2).

Het bestreden artikel 5 heeft dus, net als artikel 3 van de wet van 11 januari 1993 dat het wijzigt, niet tot doel, noch tot gevolg, één of meer gedragingen strafbaar te stellen of straffen in te voeren. In die zin zijn de artikelen 12 en 14 van de Grondwet daarop niet van toepassing.

B.12.3. De definitie van de onderliggende misdrijven is echter een element dat de advocaat nauwkeurig moet kennen om te bepalen of hij te maken heeft met geld van illegale oorsprong dat wordt witgewassen en of hij bijgevolg ertoe gehouden is de stafhouder te informeren. Met toepassing van artikel 22 van de wet van 11 januari 1993 kan aan de advocaat die ervan afziet gegevens mee te delen met betrekking tot het witwassen van geld of de financiering van terrorisme waarvan hij kennis zou hebben genomen, waarbij die mededeling niet door zijn beroepsgeheim zou zijn gedekt overeenkomstig artikel 14bis, § 3, tweede lid, van dezelfde wet, een administratieve geldboete worden opgelegd waarvan het bedrag kan oplopen tot 1 250 000 euro. Een dergelijke sanctie heeft een overheersend repressief karakter, zodat het beginsel van de voorzienbaarheid van de strafbaarstelling erop van toepassing is.

B.12.4. Uit de memorie van toelichting van de bestreden bepaling blijkt dat de wetgever de terminologie in de lijst van de onderliggende criminele activiteiten heeft willen preciseren en aanpassen aan de ontwikkeling van de strafbaarstellingen die zijn vervat in het Strafwetboek en in sommige bijzondere wetten. Hij was daarbij niet ertoe gehouden te verwijzen naar de artikelen van het Strafwetboek, maar kon gebruik maken van de gangbare woorden, omdat die voldoende expliciet zijn om het de professionele rechtsbeoefenaar mogelijk te maken na te gaan of de oorsprong van het geld waarvan wordt vermoed dat het wordt witgewassen, illegaal is in de zin van de wet. De gegevens in de memorie van toelichting geven overigens voldoende aan wat onder de woorden van de wet moet worden begrepen (*Parl. St., Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, pp. 28 tot 31*).

B.12.5. Het middel is niet gegrond.

*Wat artikel 31 van de wet van 12 januari 2004 betreft (tweede middel in de zaak nr. 3064 en vierde middel in de zaak nr. 3065)*

B.13.1. Artikel 31 van de bestreden wet breidt het verbod, vervat in artikel 19 van de wet van 11 januari 1993, om de betrokken cliënt of derden erover in te lichten dat informatie werd meegedeeld aan de Cel voor financiële informatieverwerking of dat een opsporingsonderzoek wegens het witwassen van geld aan de gang is, uit tot de advocaten en de stafhouders.

B.13.2. De verzoekers zijn van mening dat dat verbod in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6, 7 en 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, in zoverre het afbreuk doet aan de onafhankelijkheid van de advocaat en aan de vertrouwensrelatie tussen de advocaat en zijn cliënt.

B.13.3. Terwijl de richtlijn 2001/97/EG de lidstaten niet ertoe verplichtte de advocaten te verbieden hun cliënt erover in te lichten dat gegevens betreffende zijn persoon aan de overheden werden meegedeeld (artikel 1, lid 7, tot wijziging van artikel 8 van de richtlijn 91/308/EEG), verbiedt de richtlijn 2005/60/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2005 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, die uiterlijk vóór 15 december 2007 in het nationaal recht moest worden omgezet, die informatie aan de cliënt mee te delen (artikel 28, lid 1). Die richtlijn preciseert evenwel in artikel 28, lid 6, ervan dat, wanneer de advocaat een cliënt tracht te doen afzien van een onwettige activiteit, dit geen mededeling is in de zin van artikel 28, lid 1, van die richtlijn.

B.13.4. Uit de memorie van toelichting blijkt dat volgens de wetgever het verbod om ter kennis te brengen van de cliënt of van derden dat informatie werd meegedeeld aan de Cel voor financiële informatieverwerking, het « sluitstuk is dat de doeltreffendheid van de regeling waarborgt » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 50).

B.13.5. De advocaat die heeft getracht een cliënt ervan te doen afzien een witwasoperatie of een operatie van financiering van terrorisme uit te voeren of daaraan deel te nemen, activiteiten waarvan hij het onwettige karakter kent, en vaststelt dat hij daarin niet is geslaagd, is ertoe gehouden, wanneer hij zich bevindt in een situatie waarin de meldingsplicht op hem van toepassing is, de gegevens waarvan hij kennis heeft, mee te delen aan de stafhouder, die ze op zijn beurt zal doorgeven aan de overheden. In dat geval kan de betrokken advocaat niet langer optreden voor de cliënt in kwestie en moet hij de relatie met de laatstgenoemde dus beëindigen. In dat geval is er dus geen sprake meer van een vertrouwensrelatie tussen de advocaat en zijn cliënt. Daarentegen, indien de advocaat vaststelt dat hij zijn cliënt ervan heeft overtuigd af te zien van de uitvoering van of van de deelname aan een onwettige verrichting, belet niets dat de vertrouwensrelatie tussen de advocaat en zijn cliënt blijft bestaan, vermits in dat geval geen gegevens met betrekking tot hem moeten worden meegedeeld aan de Cel voor financiële informatieverwerking.

Gelet op het beperkte toepassingsgebied van de verplichting tot het meedelen van de gegevens aan de overheden ten aanzien van de advocaten, geïnterpreteerd zoals in B.9.6 is aangegeven, is de bestreden maatregel niet onevenredig.

B.13.6. De middelen zijn niet gegrond.

*Wat artikel 27 van de wet van 12 januari 2004 betreft (derde middel in de zaak nr. 3064 en derde middel, eerste onderdeel, in de zaak nr. 3065)*

B.14.1. De verzoekers verwijten artikel 27 van de wet van 12 januari 2004, dat artikel 15 van de wet van 11 januari 1993 wijzigt, dat het de overheden toestaat van de advocaten die gegevens hebben verstrekt betreffende een vermoedelijke witwasoperatie of financiering van terrorisme, alle aanvullende gegevens te vernemen die zij nuttig achten voor het voortzetten van hun opdracht, zonder bemiddeling van de stafhouder, terwijl, wanneer de advocaat met toepassing van artikel 14bis, § 3, van de wet van 11 januari 1993 gegevens aan de overheden meedeelt, hij die eerst moet verstrekken aan de stafhouder van de orde waartoe hij behoort, die ze dan zelf zal bezorgen aan de Cel voor financiële informatieverwerking na te hebben nagegaan of dat wel degelijk met toepassing van de wet dient te gebeuren.

B.14.2. Het optreden van de stafhouder bij het meedelen van gegevens door de advocaten aan de Cel voor financiële informatieverwerking is een wezenlijke waarborg, zowel voor de advocaten als voor hun cliënten, die de zekerheid biedt dat alleen in de gevallen waarin de wet op strikte wijze voorziet, het beroepsgeheim zal worden geschonden. De rol van de stafhouder bestaat erin na te gaan of wel degelijk is voldaan aan de wettelijke toepassingsvoorwaarden van de meldingsplicht en indien hij vaststelt dat zulks niet het geval is, moet hij ervan afzien de aan hem meegedeelde informatie door te geven. De richtlijn heeft voorzien in het optreden van een zelfregulerend beroepsorgaan « met het oog op de eerbiediging van de geheimhoudingsplicht van [de advocaten] jegens hun cliënten » (richtlijn 2001/97/EG, overweging 20). Het optreden van de stafhouder is opgevat als « een filter » tussen de advocaten en de gerechtelijke overheden « om elke inbreuk op de fundamentele rechten van verdediging te vermijden » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 17).

B.14.3. Daar het optreden van de stafhouder wordt beschouwd als een wezenlijke waarborg voor de vrijwaring van het beroepsgeheim van de advocaat en van de fundamentele rechten van de personen die zijn betrokken bij de mededeling van gegevens tijdens het eerste contact tussen de advocaat en de overheden, is het niet verantwoord om niet te voorzien in dezelfde « filter » wanneer, na dat eerste contact, nadere gegevens worden gevraagd aan de advocaat die de aangifte doet. Het gevaar voor een onverantwoorde schending van het beroepsgeheim van de laatstgenoemde is immers niet kleiner tijdens latere informatie-uitwisselingen over feiten of aanwijzingen met betrekking tot het witwassen van geld of de financiering van terrorisme dan tijdens het eerste contact.

B.14.4. Artikel 15, § 1, van de wet van 11 januari 1993, gewijzigd bij artikel 27 van de bestreden wet, dient in samenhang te worden gelezen met artikel 14bis, § 3, van dezelfde wet, dat bepaalt dat de advocaten ertoe zijn gehouden de stafhouder op de hoogte te brengen, zo niet wordt de doeltreffendheid aangetast van de waarborg die bestaat in het optreden van de stafhouder. In die lezing, die overigens overeenstemt met artikel 23 van de richtlijn 2005/60/EG, kunnen de advocaten gegevens, zowel tijdens een eerste aangifte in verband met een van hun cliënten als bij het doorgeven van aanvullende informatie betreffende dezelfde feiten op verzoek van de Cel voor financiële informatieverwerking, alleen meedelen aan de stafhouder van de orde waartoe zij behoren, die ze dan aan de Cel bezorgt wanneer hij vaststelt dat nog steeds is voldaan aan de voorwaarden inzake de toepassing van de meldingsplicht.

B.14.5. Onder voorbehoud dat artikel 27 van de wet van 12 januari 2004 wordt geïnterpreteerd zoals in B.14.4 wordt aangegeven, zijn de middelen niet gegrond.

*Wat artikel 30 van de wet van 12 januari 2004 betreft (vierde middel in de zaak nr. 3064 en derde middel, tweede onderdeel, in de zaak nr. 3065)*

B.15.1. De verzoekers verwijten artikel 30, 2°, van de bestreden wet, dat artikel 18, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993 wijzigt, het elke werknemer of vertegenwoordiger van de advocaten mogelijk te maken gegevens persoonlijk mee te delen aan de Cel telkens als de normale procedure niet kon worden gevolgd, met andere woorden telkens als de informatie niet door de advocaat zelf kon worden meegedeeld, waardoor het beroepsgeheim en derhalve de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, zouden zijn geschonden.

B.15.2. In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat die bepaling ertoe strekt « het [...] mogelijk [te] maken dat de bedienden en vertegenwoordigers van deze beroepspersonen zelf zouden kunnen melden, wanneer de beroepstitularissen niet in staat zijn deze verplichting na te komen of wanneer ze er zich uit kwade trouw zouden willen aan onttrekken » (*Parl. St.*, Kamer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, p. 50).

B.15.3. De Ministerraad preciseert dat het evident is dat die bepaling moet worden gelezen in samenhang met de bepalingen die in die wetgeving zijn ingevoegd om rekening te houden met het specifieke karakter van het beroep van advocaat.

Zelfs in die interpretatie van de bepaling zou niets kunnen verantwoorden dat een persoon die buiten de relatie tussen de advocaat en zijn cliënt staat, gegevens betreffende die cliënt aan de overheden zou kunnen bezorgen. Dat geldt des te meer daar de werknemers van de advocaat mogelijk over geen enkele juridische kwalificatie of bevoegdheid beschikken en niet wordt ingezien hoe zij zouden kunnen oordelen of is voldaan aan de voorwaarden inzake de toepassing van de wet op de advocaat bij wie zij zijn tewerkgesteld of die zij vertegenwoordigen.

B.15.4. In zoverre het toestaat dat iedere werknemer en iedere vertegenwoordiger van de advocaten gegevens persoonlijk aan de Cel bezorgt, zelfs via de stafhouder van de orde, doet artikel 30 van de wet van 12 januari 2004 op onverantwoorde wijze afbreuk aan het beroepsgeheim van de advocaat en schendt het hierdoor de in het middel vermelde bepalingen.

B.15.5. In artikel 18, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993, gewijzigd bij artikel 30, 2°, van de wet van 12 januari 2004, dienen de woorden « en 2ter » te worden vernietigd.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt de woorden « en 2ter » in artikel 18, tweede lid, van de wet van 11 januari 1993 tot voorkoming van het gebruik van het financiële stelsel voor het witwassen van geld en de financiering van terrorisme, gewijzigd bij artikel 30, 2°, van de wet van 12 januari 2004;

2. verwerpt de beroepen voor het overige, onder voorbehoud :

a) dat artikel 2ter, ingevoegd in de voormelde wet van 11 januari 1993 bij artikel 4 van de wet van 12 januari 2004, in die zin wordt geïnterpreteerd

- dat de gegevens die de advocaat verneemt tijdens de uitoefening van de wezenlijke activiteiten van zijn beroep, met inbegrip van de materies die zijn opgesomd in dat artikel 2ter, namelijk het verdedigen of vertegenwoordigen in rechte van de cliënt en het verlenen van juridisch advies, zelfs buiten elk rechtsgeding, door het beroepsgeheim gedekt blijven en dus niet ter kennis kunnen worden gebracht van de overheden, en

- dat alleen wanneer de advocaat een activiteit uitoefent, in één van de materies die zijn opgesomd in het voormelde artikel 2ter, die verder gaat dan zijn specifieke opdracht van verdediging of vertegenwoordiging in rechte en verlening van juridisch advies, hij kan worden onderworpen aan de verplichting om de gegevens waarvan hij kennis heeft, aan de overheden mee te delen;

b) dat artikel 15, § 1, 1°, van dezelfde wet van 11 januari 1993, vervangen bij artikel 27 van de wet van 12 januari 2004, in die zin wordt geïnterpreteerd dat iedere mededeling van informatie aan de Cel voor financiële informatieverwerking via de stafhouder verloopt.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 23 januari 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

## VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 395

[2008/200308]

### Auszug aus dem Urteil Nr. 10/2008 vom 23. Januar 2008

Geschäftsverzeichnisnrn. 3064 und 3065

*In Sachen:* Klagen auf Nichtigerklärung der Artikel 4, 5, 7, 25, 27, 30 und 31 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 «zur Abänderung des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche, des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute und des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status von Investmentgesellschaften und deren Kontrolle, die Vermittler und Anlageberater», erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, und den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe und J.-P. Moerman, und dem emeritierten Vorsitzenden A. Arts gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

a. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 22. Juli 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 23. Juli 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 4, 27, 30 und 31 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 «zur Abänderung des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche, des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute und des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status von Investmentgesellschaften und deren Kontrolle, die Vermittler und Anlageberater» (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 23. Januar 2004, zweite Ausgabe): die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, mit Sitz in 1060 Brüssel, avenue de la Toison d'Or 65, und die Französische Rechtsanwaltskammer Brüssel, mit Sitz in 1000 Brüssel, Palais de justice, place Poelaert 1.

b. Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 22. Juli 2004 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 23. Juli 2004 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 4, 5, 7, 25, 27, 30 und 31 desselben Gesetzes: die Kammer der flämischen Rechtsanwaltschaften, mit Sitz in 1000 Brüssel, rue Royale 148, und die Niederländische Rechtsanwaltskammer Brüssel, mit Sitz in 1000 Brüssel, Palais de justice, place Poelaert 1.

Diese unter den Nummern 3064 und 3065 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssachen wurden verbunden.

(...)

Durch Zwischenurteil Nr. 126/2005 vom 13. Juli 2005, veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 2. August 2005, hat der Hof dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

«Verstößt Artikel 1 Nummer 2 der Richtlinie 2001/97/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Dezember 2001 zur Änderung der Richtlinie 91/308/EWG des Rates zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche gegen das durch Artikel 6 der Konvention zum Schutze der Menschenrechte und Grundfreiheiten gewährleistete Recht auf ein faires Verfahren und demzufolge gegen Artikel 6



Absatz 2 des Vertrags über die Europäische Union, indem der neue Artikel 2a Nummer 5, den er in die Richtlinie 91/308/EWG eingefügt hat, die Einbeziehung der selbständigen Angehörigen von Rechtsberufen - ohne den Rechtsanwaltsberuf auszuschließen - in den Anwendungsbereich derselben Richtlinie auferlegt, die im Wesentlichen darauf abzielt, den Personen und Instituten, auf die sie sich bezieht, die Verpflichtung aufzuerlegen, die für die Bekämpfung der Geldwäsche zuständigen Behörden über alle Tatsachen, die ein Indiz für eine Geldwäsche sein könnten, zu unterrichten (Artikel 6 der Richtlinie 91/308/EWG, ersetzt durch Artikel 1 Nummer 5 der Richtlinie 2001/97/EG)?».

In seinem Urteil vom 26. Juni 2007 hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften auf die Frage geantwortet.

(...)

II. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

*In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagen und der Interventionen*

B.1. In seinem Urteil Nr. 126/2005 vom 13. Juli 2005 hat der Hof die Klagen und die Interventionen für zulässig erklärt.

*In Bezug auf die Charta der Grundrechte der Europäischen Union*

B.2.1. In verschiedenen Klagegründen wird ein Verstoß gegen Verfassungsbestimmungen in Verbindung mit Bestimmungen der Charta der Grundrechte der Europäischen Union angeführt, die von den Präsidenten des Europäischen Parlaments, des Rates und der Kommission während des Europäischen Rates in Nizza am 7. Dezember 2000 unterzeichnet und proklamiert und im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften am 18. Dezember 2000, Nr. C-364, veröffentlicht wurde.

B.2.2. Insofern die Charta das Bestehen gemeinsamer Werte der Europäischen Union bestätigt, die im Wesentlichen auch in den Bestimmungen der Verfassung enthalten sind, kann der Hof diese Charta in seine Prüfung einbeziehen.

Da die Charta jedoch nicht in einen normativen, für Belgien verbindlichen Text aufgenommen wurde, sind die Klagegründe unzulässig, insofern sie aus einem Verstoß gegen Verfassungsbestimmungen in Verbindung mit Bestimmungen der Charta abgeleitet sind.

*In Bezug auf die angefochtenen Bestimmungen*

B.3. Die klagenden Parteien beantragen die teilweise Nichtigkeitsklärung des Gesetzes vom 12. Januar 2004 «zur Abänderung des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche, des Gesetzes vom 22. März 1993 über den Status und die Kontrolle der Kreditinstitute und des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status von Investmentgesellschaften und deren Kontrolle, die Vermittler und Anlageberater». Die Bestimmungen des Gesetzes vom 12. Januar 2004, auf die sich die Klagen beziehen, lauten wie folgt:

«Art. 4. Ein Artikel 2ter mit folgendem Wortlaut wird in [das Gesetz vom 11. Januar 1993] eingefügt:

‘ Art. 2ter. Sofern in den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzes ausdrücklich vorgesehen, finden diese ebenfalls Anwendung auf Rechtsanwälte:

1. wenn sie für ihren Klienten an der Planung oder Durchführung von Transaktionen mitwirken, die Folgendes betreffen:

- a) Kauf oder Verkauf von Immobilien oder Gewerbebetrieben;
  - b) Verwaltung von Geld, Wertpapieren oder sonstigen Vermögenswerten ihres Klienten;
  - c) Eröffnung oder Verwaltung von Bank-, Spar- oder Wertpapierkonten;
  - d) Beschaffung der zur Gründung, zum Betrieb oder zur Verwaltung von Gesellschaften erforderlichen Mittel;
  - e) Gründung, Betrieb oder Verwaltung von Treuhandgesellschaften, Gesellschaften oder ähnlichen Strukturen;
2. oder wenn sie im Namen und auf Rechnung ihres Klienten Finanz- oder Immobilientransaktionen erledigen. ‘

Art. 5. Artikel 3 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 7. April 1995, wird wie folgt abgeändert:

1. Ein § 1bis mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

‘ § 1bis. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzes ist die Finanzierung des Terrorismus im Sinne von Artikel 2 Absatz 2 Buchstabe b) des Rahmenbeschlusses des Rates der Europäischen Union vom 13. Juni 2002 zur Terrorismusbekämpfung und von Artikel 2 des Internationalen Übereinkommens zur Bekämpfung der Finanzierung des Terrorismus, gebilligt in New York am 9. Dezember 1999, zu verstehen. ‘

2. Paragraph 2 einziger Absatz Nr. 1 wird wie folgt abgeändert:

a) Im ersten Gedankenstrich wird das Wort ‘ Terrorismus ‘ durch die Wörter ‘ Terrorismus oder Terrorismusfinanzierung ‘ ersetzt.

b) Im achten Gedankenstrich werden die Wörter ‘ illegaler Anwendung von Substanzen mit hormonaler, antihormonaler, betaadrenergischer oder produktionsstimulierender Wirkung bei Tieren oder illegalem Handel mit solchen Substanzen ‘ durch die Wörter ‘ illegaler Anwendung von Substanzen mit hormonaler Wirkung bei Tieren oder illegalem Handel mit solchen Substanzen ‘ ersetzt.

c) Im zehnten Gedankenstrich werden die Wörter ‘ der Europäischen Union ‘ durch die Wörter ‘ der Europäischen Gemeinschaften ‘ ersetzt.

d) Im zwölften Gedankenstrich wird das Wort ‘ Beamtenbestechung ‘ durch die Wörter ‘ Unterschlagung durch Personen, die ein öffentliches Amt ausüben, und Bestechung ‘ ersetzt.

e) Nummer 1 wird durch folgende Gedankenstriche ergänzt:

- ‘ - schwere Umweltkriminalität,
- Nachahmung von Münzen oder Banknoten,
- Nachahmung von Gütern,
- Piraterie. ‘

3. In § 2 einziger Absatz Nr. 2 werden die Wörter ‘ oder einer illegalen öffentlichen Aufforderung zur Zeichnung stammen ‘ durch die Wörter ‘, einer illegalen öffentlichen Aufforderung zur Zeichnung oder aus der Erbringung von Investmentdienstleistungen, Valutageschäften oder Geldtransfers ohne Zulassung stammen ‘ ersetzt.

4. In § 2 einziger Absatz Nr. 3 werden die Wörter ‘ aus einem finanziellen Betrug ‘ durch die Wörter ‘ aus einem Betrug, Vertrauensmissbrauch, Missbrauch von Gesellschaftsvermögen ‘ und die Wörter ‘ einem betrügerischen Bankrott ‘ durch die Wörter ‘ einer Straftat, die mit einem Konkurs verbunden ist, ‘ ersetzt.

5. Paragraph 3 wird wie folgt abgeändert:

a) Die Wörter ‘ in Artikel 2 ‘ werden durch die Wörter ‘ in den Artikeln 2, 2bis und 2ter ‘ ersetzt.

b) Das Wort ‘ Geldwäschegeschäfte ‘ wird durch die Wörter ‘ Geschäfte in Bezug auf Geldwäsche und Terrorismusfinanzierung ‘ ersetzt».



«Art. 7. Artikel 4 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 10. August 1998, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

‘ Art. 4. § 1. Die in den Artikeln 2, *2bis* Nr. 1 bis 4 und *2ter* erwähnten Institute und Personen müssen die Identität ihrer Kunden und deren Beauftragten feststellen und diese Identität durch ein beweiskräftiges Dokument überprüfen, von dem eine Kopie auf Papier oder auf elektronischem Träger angefertigt wird, wenn:

1. diese mit ihnen Geschäftsbeziehungen anknüpfen, durch die sie gewöhnliche Kunden werden,

2. der Kunde:

a) eine Transaktion vornehmen möchte, bei der der Betrag sich auf 10.000 EUR oder mehr beläuft, und zwar unabhängig davon, ob die Transaktion in einem einzigen Vorgang oder in mehreren Vorgängen, zwischen denen eine Verbindung zu bestehen scheint, getätigt wird, oder

b) eine Transaktion vornehmen möchte, selbst wenn der Betrag unter 10.000 EUR liegt, sobald ein Verdacht auf Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung vorliegt, oder

c) einen in Artikel *139bis* des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status von Investmentgesellschaften und deren Kontrolle, die Vermittler und Anlageberater erwähnten Geldtransfer vornehmen möchte,

3. sie an der Wahrheit oder der Richtigkeit der Identitätsdaten eines bestehenden Kunden zweifeln.

Die Feststellung der Identität und deren Überprüfung betreffen für natürliche Personen Name, Vorname und Adresse. Ungeachtet des Artikels 5 § 1 betreffen sie für juristische Personen und Treuhandgesellschaften Gesellschaftsname, Gesellschaftssitz und Verwalter und die Kenntnis der Bestimmungen in Bezug auf die Befugnis, die juristische Person oder Treuhandgesellschaft zu verpflichten. Die Feststellungen betreffen ebenfalls Gegenstand und Art der geplanten Geschäftsbeziehung.

§ 2. Die in den Artikeln 2, *2bis* Nrn. 1 bis 4 und *2ter* erwähnten Institute und Personen müssen eine ständige Wachsamkeit hinsichtlich der Geschäftsbeziehung an den Tag legen und die durchgeführten Transaktionen aufmerksam überprüfen, um sich zu vergewissern, dass sie mit ihren Kenntnissen über den Kunden, seine Geschäftstätigkeiten, sein Risikoprofil und, falls erforderlich, den Ursprung der Geldmittel übereinstimmen.

§ 3. Wenn die in den Artikeln 2, *2bis* Nrn. 1 bis 4 und *2ter* erwähnten Institute und Personen ihre in den §§ 1 und 2 erwähnten Aufmerksamkeitspflicht nicht erfüllen können, dürfen sie eine Geschäftsbeziehung weder anknüpfen noch unterhalten. Sie beschließen, ob das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen gemäß den Artikeln 12 bis *14ter* darüber unterrichtet werden soll.

§ 4. Die in Artikel 2 erwähnten Institute und Personen mit Ausnahme der in Nr. 17, 18 und 21 erwähnten Institute und Personen dürfen die in den §§ 1 und 2 erwähnten Wachsamkeitspflichten durch einen Dritten, der Geschäftsvermittler ist, erfüllen lassen, insofern dieser ebenfalls ein Kreditinstitut oder ein Finanzinstitut ist, das in Artikel 1 der Richtlinie 91/308/EWG erwähnt ist, oder ein Kreditinstitut oder ein Finanzinstitut, das in einem Staat ansässig ist, dessen Rechtsvorschriften gleichwertige Wachsamkeitspflichten auferlegen wie diejenigen, die in den Artikeln 4 und 5 erwähnt sind. Für Mitgliedstaaten der Finanziellen Arbeitsgruppe zur Bekämpfung der Geldwäsche wird davon ausgegangen, dass sie diese Bedingung erfüllen. Der König kann auf Stellungnahme des Büros für die Verarbeitung finanzieller Informationen diese Vermutung auf andere Staaten ausdehnen.

§ 5. Die in Artikel 2 erwähnten Institute, deren Tätigkeit im Sinne von Artikel *139bis* des Gesetzes vom 6. April 1995 über den Status von Investmentgesellschaften und deren Kontrolle, die Vermittler und Anlageberater den Transfer von Geldmitteln umfasst, sind verpflichtet, den Geldüberweisungen und -transfers und den diesbezüglichen Mitteilungen genaue und zweckdienliche Informationen über ihre Kunden beizufügen, die diese Transaktionen in Auftrag geben. Diese Institute behalten alle diese Informationen und geben sie weiter, wenn sie als Vermittler in einer Zahlungskette handeln.

§ 6. Die Modalitäten der Anwendung der oben erwähnten Verpflichtungen werden durch die in Artikel 21 angegebenen Behörden und gegebenenfalls gemäß Artikel *21bis* durch Verordnung präzisiert je nach Risiko, das der Kunde, die Geschäftsbeziehung oder die Transaktion darstellt. Was § 5 betrifft, wird insbesondere festgelegt, unter welchen Bedingungen die Informationen behalten oder zur Verfügung von Behörden oder anderen Finanzinstituten gestellt werden müssen, wobei in der Verordnung spezifische Bestimmungen für grenzüberschreitende Überweisungen per Batch-Transfer vorgesehen werden können. ‘».

«Art. 25. Artikel *14bis* desselben Gesetzes, eingefügt durch das Gesetz vom 10. August 1998, wird wie folgt abgeändert:

1. Paragraph 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

‘ § 1. Die in Artikel *2bis* Nr. 1 bis 4 erwähnten Personen, die bei Ausübung ihres Berufes auf Vorgänge stoßen, von denen sie wissen, dass sie mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung zusammenhängen, oder die auf Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung hindeuten, müssen das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen unverzüglich darüber unterrichten. ‘

2. In § 2 Absatz 1 wird das Wort ‘ Geldwäsche ‘ durch die Wörter ‘ Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung ‘ ersetzt.

3. Der Artikel wird durch folgenden Paragraphen ergänzt:

‘ § 3. Die in Artikel *2ter* erwähnten Personen, die bei Ausübung der in diesem Artikel ausgezählten Tätigkeiten auf Vorgänge stoßen, von denen sie wissen, dass sie mit Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung zusammenhängen, oder die auf Geldwäsche oder Terrorismusfinanzierung hindeuten, müssen den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, der sie unterstehen, unverzüglich darüber unterrichten.

Die in Artikel *2ter* erwähnten Personen übermitteln diese Informationen jedoch nicht, wenn es sich um Informationen handelt, die diese von einem oder über einen ihrer Klienten im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für diesen erhalten oder die sie im Rahmen ihrer Tätigkeit als Verteidiger oder Vertreter dieses Klienten in einem Gerichtsverfahren oder betreffend ein solches, einschließlich einer Beratung über das Betreiben oder Vermeiden eines Verfahrens, vor oder nach einem derartigen Verfahren beziehungsweise während eines derartigen Verfahrens erhalten oder erlangen.

Der Präsident der Rechtsanwaltskammer überprüft, ob den in Artikel *2ter* und im vorhergehenden Absatz erwähnten Bedingungen entsprochen worden ist. Wenn ja, übermittelt er unverzüglich die Informationen dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen. ‘».

«Art. 27. Artikel 15 § 1 desselben Gesetzes, abgeändert durch die Gesetze vom 7. April 1995 und 10. August 1998, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

’ § 1. Wenn das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen eine in Artikel 11 § 2 erwähnte Mitteilung erhält, kann das Büro beziehungsweise eines seiner Mitglieder beziehungsweise eines seiner Personalmitglieder, das von dem dieses Büro leitenden Magistrat oder seinem Stellvertreter zu diesem Zweck bestimmt wird, sich innerhalb der von ihnen bestimmten Frist alle zusätzlichen Auskünfte, die sie zur Ausführung ihres Auftrags für nützlich halten, mitteilen lassen:

1. seitens aller in den Artikeln 2, 2*bis* und 2*ter* erwähnten Institute und Personen und des in Artikel 14*bis* § 3 erwähnten Präsidenten der Rechtsanwaltskammer,

2. seitens der Polizeidienste, in Abweichung von Artikel 44/1 des Gesetzes vom 5. August 1992 über das Polizeiamt, abgeändert durch das Gesetz vom 26. April 2002 über die wesentlichen Elemente des Statuts der Personalmitglieder der Polizeidienste und zur Festlegung verschiedener anderer Bestimmungen über die Polizeidienste,

3. seitens der Verwaltungsdienste des Staates,

4. seitens der Konkursverwalter,

5. seitens der in Artikel 8 des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 erwähnten vorläufigen Verwalter,

6. seitens der Gerichtsbehörden. Auskünfte dürfen dem Büro jedoch nicht ohne die ausdrückliche Erlaubnis des Prokurators des Königs oder des Föderalprokurators mitgeteilt werden und das Büro darf die von einer Gerichtsbehörde erhaltenen Auskünfte nicht ohne die ausdrückliche Erlaubnis des Prokurators des Königs oder des Föderalprokurators einer ausländischen Einrichtung mitteilen in Anwendung von Artikel 17 § 2.

Die in Artikel 2*ter* erwähnten Personen und der in Artikel 14*bis* § 3 erwähnte Präsident der Rechtsanwaltskammer teilen diese Informationen nicht mit, wenn die in Artikel 2*ter* erwähnten Personen diese Informationen von einem oder über einen ihrer Klienten im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für diesen erhalten oder erlangen oder sie sie im Rahmen ihrer Tätigkeit als Verteidiger oder Vertreter dieses Klienten in einem Gerichtsverfahren oder betreffend ein solches, einschließlich einer Beratung über das Betreiben oder Vermeiden eines Verfahrens, vor oder nach einem derartigen Verfahren beziehungsweise während eines derartigen Verfahrens erhalten oder erlangen.

Die Gerichtsbehörden, die Polizeidienste, die Verwaltungsdienste des Staates, die Konkursverwalter und die vorläufigen Verwalter dürfen auf eigene Initiative dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen alle Informationen mitteilen, die sie für die Ausübung seines Auftrags für nützlich halten.

Die Staatsanwaltschaft teilt dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen alle endgültigen Beschlüsse mit, die in Akten gefasst werden, für die das Büro in Anwendung der Artikel 12 § 3 und 16 Informationen mitgeteilt hat. ’».

«Art. 30. Artikel 18 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 10. August 1998, wird wie folgt abgeändert:

1. Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

’ Die in den Artikeln 12 bis 14*ter* erwähnte Mitteilung von Informationen wird in der Regel von der Person, die gemäß Artikel 10 in den in den Artikeln 2 und 2*bis* Nr. 5 erwähnten Instituten bestimmt wird, oder von den in den Artikeln 2*bis* Nr. 1 bis 4 und 2*ter* erwähnten Personen vorgenommen. ’

2. In Absatz 2 werden die Wörter ’ in den Artikeln 2 und 2*bis* Nr. 5 ’ durch die Wörter ’ in den Artikeln 2, 2*bis* und 2*ter* ’ ersetzt.

Art. 31. In Artikel 19 desselben Gesetzes, abgeändert durch das Gesetz vom 10. August 1998, werden die Wörter ’ Die in den Artikeln 2 und 2*bis* erwähnten Institute oder Personen ’ durch die Wörter ’ Die in den Artikeln 2, 2*bis* und 2*ter* erwähnten Institute oder Personen und der in Artikel 14*bis* § 3 erwähnte Präsident der Rechtsanwaltskammer ’ ersetzt».

*In Bezug auf die Klagegründe*

*Was die Artikel 4, 7, 25, 27, 30 und 31 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 betrifft (erster Klagegrund in den beiden Rechtssachen)*

B.4. In ihrem ersten Klagegrund bemängeln die klagenden Parteien, dass die von ihnen angefochtenen Bestimmungen den Anwendungsbereich des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung auf Rechtsanwälte ausdehnen würden. Einerseits sind sie der Auffassung, dass der Gesetzgeber dadurch, dass er die Rechtsanwälte ins Auge gefasst habe, die Grundsätze ihres Berufsgeheimnisses und ihrer Unabhängigkeit auf ungerechtfertigte Weise verletzt habe, so dass er gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den allgemeinen Rechtsgrundsätzen in Bezug auf die Rechte der Verteidigung und mit Artikel 6 Absatz 2 des Vertrags über die Europäische Union verstoßen habe; andererseits sind sie der Auffassung, dass die Bestimmungen ungenügend deutlich seien, so dass die Rechtsanwälte nicht in der Lage seien, klar zu erkennen, unter welchen Umständen das Gesetz auf sie Anwendung finde, weshalb gegen die Artikel 12 und 14 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention verstoßen worden sei.

B.5.1. Nachdem der Hof feststellt hat, dass der belgische Gesetzgeber durch die Richtlinie 2001/97/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Dezember 2001 zur Änderung der Richtlinie 91/308/EWG des Rates zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche veranlasst worden war, den persönlichen Anwendungsbereich des Gesetzes vom 11. Januar 1993 auf die Rechtsanwälte auszudehnen, hat er in seinem Urteil Nr. 126/2005 dem Antrag einiger klagender und intervenierender Parteien stattgegeben und vor der Prüfung der Klagegründe dem Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die in A.4.2 angeführte Vorabentscheidungsfrage gestellt.

B.5.2. Durch Urteil vom 26. Juni 2007 in der Rechtssache C-305/05 hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften für Recht erkannt, dass das Recht auf ein faires Verfahren, wie es durch Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und durch Artikel 6 Absatz 2 des Vertrags über die Europäische Union garantiert wird, nicht durch die den Rechtsanwälten auferlegte Verpflichtung zur Information und zur Zusammenarbeit mit den für die Bekämpfung der Geldwäsche zuständigen Behörden verletzt wird, unter Berücksichtigung der in Bezug auf diese Verpflichtung durch die Richtlinie 91/308/EWG in der durch die Richtlinie 2001/97/EG abgeänderten Fassung auferlegten oder zugestandenen Einschränkungen.

B.5.3. Der Hof prüft die Klagegründe unter Berücksichtigung des vorerwähnten Urteils des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften.

B.6.1. In Belgien übernehmen die Anwälte einen bedeutenden Teil der Rechtspflege, und dies rechtfertigt es, dass die Bedingungen für den Zugang zu diesem Beruf und dessen Ausübung eigenen Regeln unterliegen, die sich von denjenigen unterscheiden, die für andere freie Berufe gelten. Gemäß Artikel 456 des Gerichtsgesetzbuches beruht der Anwaltsberuf auf den Grundsätzen «der Würde, der Rechtschaffenheit und des Taktes».

B.6.2. Die Anwälte unterliegen strengen Regeln der Berufsethik, deren Einhaltung in erster Instanz durch den Disziplinartrat der Kammer gewährleistet wird. Dieser kann je nach Fall «verwarnen, tadeln, rügen, für eine Dauer von höchstens einem Jahr suspendieren, aus dem Verzeichnis, der Liste der Anwälte, die ihren Beruf unter dem Berufstitel eines anderen Mitgliedstaates der Europäischen Union ausüben, oder aus der Liste der Praktikanten streichen» (Artikel 460 Absatz 1 des Gerichtsgesetzbuches).

B.6.3. Aus dem besonderen Status der Anwälte, der durch das Gerichtsgesetzbuch und die Regelungen, die von den durch das Gesetz vom 4. Juli 2001 geschaffenen Kammern angenommen wurden, geht hervor, dass der Anwaltsberuf in Belgien sich von anderen selbständigen Rechtsberufen unterscheidet.

B.7.1. Die Wirksamkeit der Rechte der Verteidigung eines jeden Rechtsunterworfenen setzt notwendigerweise voraus, dass ein Vertrauensverhältnis zwischen ihm und dem ihn beratenden und verteidigenden Anwalt geschaffen werden kann. Dieses notwendige Vertrauensverhältnis kann nur aufgebaut und aufrechterhalten werden, wenn der Rechtsunterworfene die Garantie hat, dass das, was er seinem Anwalt anvertraut, von diesem nicht bekannt gegeben wird. Daraus ergibt sich, dass die Regel des Berufsgeheimnisses, dessen Verletzung insbesondere durch Artikel 458 des Strafgesetzbuches geahndet wird, ein Grundbestandteil der Rechte der Verteidigung ist.

B.7.2. Zwar muss die Regel des Berufsgeheimnisses in den Hintergrund treten, wenn eine Notwendigkeit dies erfordert oder wenn ein als übergeordnet eingestuftes Wert zu ihm in Konflikt gerät. Die Aufhebung des Berufsgeheimnisses des Anwaltes muss jedoch, um mit den Grundprinzipien der belgischen Rechtsordnung als vereinbar zu gelten, durch einen zwingenden Grund gerechtfertigt und streng verhältnismäßig sein.

B.7.3. Verstöße gegen die den Rechtsanwältinnen durch das angefochtene Gesetz auferlegten Verpflichtungen werden im Übrigen mit einer administrativen Geldbuße geahndet. Diese Geldbuße, die bis zu 1 250 000 Euro betragen kann, weist eine vorwiegend repressive Beschaffenheit auf, so dass die Definition dieser Verstöße dem Grundsatz der Vorhersehbarkeit der Strafbarkeit entsprechen muss, wonach diese so formuliert sein muss, dass jeder zu dem Zeitpunkt, an dem er ein Verhalten annimmt, wissen kann, ob dieses Verhalten strafbar ist oder nicht. Er erfordert es, dass ausreichend präzise, deutlich und unter Einhaltung der Rechtssicherheit angegeben wird, welche Taten unter Strafe gestellt werden, damit einerseits jeder, der ein Verhalten annimmt, vorher auf zufrieden stellende Weise die strafrechtlichen Folgen dieses Verhaltens abwägen kann, und andererseits dem Richter keine zu große Ermessensbefugnis überlassen wird.

B.7.4. Zwar ist, wie in dem Urteil, mit dem der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften die durch den Hof gestellte Vorabentscheidungsfrage beantwortet hat, Artikel 6 Absatz 3 der Richtlinie mehreren Auslegungen zugänglich, so dass der genaue Umfang der Pflicht eines Rechtsanwalts zur Information und zur Zusammenarbeit nicht eindeutig ist (Randnr. 27), doch könnte die angefochtene Bestimmung eine solche Zweideutigkeit nicht enthalten, ohne gegen den Grundsatz der Vorhersehbarkeit der Strafbarkeit zu verstoßen.

Es obliegt also dem Hof, eindeutig die Tragweite der angefochtenen Bestimmungen festzustellen.

B.7.5. Das Urteil vom 26. Juni 2007 erinnert in Randnummer 28 daran, dass

«die Mitgliedstaaten [...] nicht nur ihr nationales Recht gemeinschaftsrechtskonform auszulegen, sondern auch darauf zu achten [haben], dass sie sich nicht auf eine Auslegung einer Vorschrift des abgeleiteten Rechts stützen, die mit den durch die Gemeinschaftsrechtsordnung geschützten Grundrechten oder den anderen allgemeinen Grundsätzen des Gemeinschaftsrechts kollidiert».

B.7.6. Im selben Urteil wird an das Erfordernis von Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention und den Grundsatz des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwältinnen, der mit den Erfordernissen des Rechtes auf ein faires Verfahren verbunden ist, hingewiesen. Bereits in seinem Urteil *AM & S* vom 18. Mai 1982 (*Slg.*, 1982, S. 1575) hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften hervorgehoben, dass die Vertraulichkeit der Mitteilungen zwischen Anwalt und Mandant «dem in allen Mitgliedstaaten als wichtig anerkannten Erfordernis [entspricht], dass es dem Einzelnen möglich sein muss, sich völlig frei an einen Rechtsanwalt zu wenden, zu dessen beruflichen Aufgaben es gehört, unabhängige Rechtsberatung all denen zu erteilen, die danach fragen» (Randnr. 18).

B.7.7. In seinem Urteil *Wouters u.a.* vom 19. Februar 2002 (*Slg.*, 2002, I, S. 1577) hat der Gerichtshof der Europäischen Gemeinschaften ebenfalls hervorgehoben, dass es mangels einschlägiger Bestimmungen des Gemeinschaftsrechts jedem Mitgliedstaat grundsätzlich freisteht, die Ausübung des Anwaltsberufs auf seinem Gebiet zu regeln, dass die Regeln daher in den einzelnen Mitgliedstaaten erheblich voneinander abweichen können, dass der Rechtsanwalt in einem Staat, in dem er sich in einer Position der Unabhängigkeit gegenüber staatlichen Stellen, anderen Wirtschaftsteilnehmern und Dritten befindet, «die Gewähr dafür bieten [muss], dass sämtliche Handlungen, die er in einer Angelegenheit vornimmt, ausschließlich vom Interesse seines Mandanten bestimmt sind» (Randnr. 102), und dass ein Mitgliedstaat davon ausgehen kann, dass der Rechtsanwalt in der Lage sein muss, «seinen Mandanten unabhängig und unter Wahrung eines strengen Berufsgeheimnisses zu vertreten» (Randnr. 105).

B.7.8. Dieselben Grundsätze werden vom Gericht erster Instanz der Europäischen Gemeinschaften bestätigt, dem zufolge das Ziel der Vertraulichkeit der Mitteilungen zwischen Anwalt und Mandant sowohl darin besteht, die uneingeschränkte Ausübung der Rechte der Verteidigung der Rechtsunterworfenen zu sichern, als auch darin, zu gewährleisten, dass jeder Rechtsunterworfene die Möglichkeit hat, sich frei an seinen Rechtsanwalt zu wenden, wobei dieser Schutz der Vertraulichkeit in erster Linie darauf abzielt, das öffentliche Interesse einer geordneten Rechtspflege zu gewährleisten, das darin besteht, dass dafür Sorge getragen wird, dass es jedem Mandanten freisteht, sich an seinen Rechtsanwalt zu wenden, ohne zu befürchten, dass seine vertraulichen Mitteilungen nachher enthüllt werden» (Urteil *Akzo Nobel Chemicals Ltd* vom 17. September 2007, Randnrn. 86 und 87).

B.7.9. Wie in seinen Urteilen Nrn. 50/2004, 100/2006 und 129/2006 vertritt der Hof ebenfalls den Standpunkt, dass das notwendige Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten nur hergestellt und aufrechterhalten werden kann, wenn der Rechtsunterworfene die Gewähr hat, dass der Rechtsanwalt nicht die ihm erteilten vertraulichen Mitteilungen weitergibt.

B.7.10. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass die Verfassungsmäßigkeit der angefochtenen Bestimmungen unter Berücksichtigung des Umstandes zu beurteilen ist, dass das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts ein allgemeiner Grundsatz ist, der mit der Einhaltung der Grundrechte zusammenhängt, dass aus diesem Grund und in Anwendung des Grundsatzes der Vorhersehbarkeit der Strafbarkeit die von diesem Geheimnis abweichenden Regeln nur strikt ausgelegt werden können und dass die Weise, auf die der Anwaltsberuf in der innerstaatlichen Rechtsordnung organisiert ist, berücksichtigt werden muss.

B.8. Die Bekämpfung der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung, die eindeutig einen Einfluss auf die Entwicklung der organisierten Kriminalität ausüben, wobei diese eine besondere Bedrohung für die Gesellschaft darstellt, ist ein rechtmäßiges Ziel im Sinne des Gemeinwohls. Dieses Ziel kann jedoch nicht die bedingungslose oder unbegrenzte Aufhebung des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwältinnen rechtfertigen, denn aus den in B.6.1 bis B.6.3 dargelegten Gründen müssen die Rechtsanwältinnen von den mit der Ermittlung der Straftaten beauftragten Behörden unterschieden werden.



B.9.1. In Artikel 2<sup>ter</sup> des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung, eingefügt durch Artikel 4 des angefochtenen Gesetzes, ist vorgesehen, dass die Verpflichtungen dieses Gesetzes auf die Rechtsanwälte anwendbar sind, wenn sie in bestimmten Angelegenheiten handeln, die erschöpfend aufgezählt werden und «über die wesentlichen Tätigkeiten der Rechtsanwälte hinausgehen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, S. 28). Was insbesondere die Verpflichtung zur Zusammenarbeit mit den Behörden betrifft, ist diese Bestimmung in Verbindung mit Artikel 14<sup>bis</sup> § 3 desselben Gesetzes zu verstehen, der durch Artikel 25 Nr. 3 des angefochtenen Gesetzes eingefügt wurde und in dem präzisiert ist, dass die Rechtsanwälte den Behörden keine Informationen über Vorgänge übermitteln dürfen, von denen sie wissen oder vermuten, dass sie mit Geldwäsche oder mit der Terrorismusfinanzierung zusammenhängen, wenn es sich um Informationen handelt, «die diese von einem oder über einen ihrer Klienten im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für diesen erhalten oder erlangen oder die sie im Rahmen ihrer Tätigkeit als Verteidiger oder Vertreter dieses Klienten in einem Gerichtsverfahren oder betreffend ein solches [...] erhalten oder erlangen».

B.9.2. Aus dieser Bestimmung geht eindeutig hervor, dass alle Informationen, von denen der Rechtsanwalt im Rahmen eines Gerichtsverfahrens in den in Artikel 2<sup>ter</sup> des vorerwähnten Gesetzes vom 11. Januar 1993 aufgezählten Angelegenheiten Kenntnis erlangt hat, durch sein Berufsgeheimnis gedeckt sind und bleiben, «ganz gleich, ob er die Informationen vor, während oder nach dem Verfahren erlangt hat» (EuGH, vorerwähntes Urteil vom 26. Juni 2007, Randnr. 34).

B.9.3. Das Berufsgeheimnis des Rechtsanwalts kann jedoch nicht auf die bloße Tätigkeit als Verteidiger und Vertreter vor Gericht beschränkt werden. Daher verbietet der vorerwähnte Artikel 14<sup>bis</sup> § 3 es ebenfalls, dass die Informationen, die der Rechtsanwalt «im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für [seinen Klienten] erhalten» hat, auch in den im selben Artikel 2<sup>ter</sup> aufgezählten Angelegenheiten, den Behörden mitgeteilt werden. In derselben Bestimmung wird präzisiert, dass die Informationen, die er im Rahmen «einer Beratung über das Betreiben oder Vermeiden eines Verfahrens» erhalten oder erlangt hat, den Behörden ebenfalls nicht mitgeteilt werden.

B.9.4. Die im Gesetz verwendeten Wörter «im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für [den Klienten]» sind *in extenso* aus Artikel 6 Absatz 3 übernommen, der in die Richtlinie 91/308/EWG durch die vorerwähnte Richtlinie 2001/97/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Dezember 2001 eingefügt wurde, und sind folglich im Lichte der Auslegung der Richtlinie auszulegen. Diesbezüglich heißt es im siebzehnten Erwägungsgrund der Richtlinie:

«Es müssen Freistellungen von der Pflicht zur Meldung von Informationen vorgesehen werden, die vor oder nach einem Gerichtsverfahren bzw. während eines Gerichtsverfahrens oder im Rahmen der Beurteilung der Rechtslage für einen Klienten erlangt wurden. Folglich unterliegt die Rechtsberatung weiterhin der beruflichen Geheimhaltungspflicht, es sei denn, der Rechtsberater ist an Geldwäschevorgängen beteiligt, die Rechtsberatung wird zum Zwecke der Geldwäsche erteilt oder der Rechtsanwalt weiß, dass der Klient die Rechtsberatung für Zwecke der Geldwäsche in Anspruch nimmt».

Auf der Grundlage dieser Erwägung hat der Generalanwalt in seinen Schlussanträgen vor dem Urteil vom 26. Juni 2007 des Gerichtshofes der Europäischen Gemeinschaften bemerkt:

«Im vorliegenden Fall kann meines Erachtens die in der Richtlinie benutzte Wendung ' Beurteilung der Rechtslage für den Klienten ' ohne weiteres dahin verstanden werden, dass er den Begriff der Rechtsberatung umfasst. Diese Auslegung steht im Einklang mit der Wahrung der von der Gemeinschaftsrechtsordnung geschützten Grundrechte und Rechtsstaatsprinzipien. Sie steht auch im Einklang mit dem siebzehnten Erwägungsgrund der Richtlinie, der vorsieht, dass grundsätzlich ' die Rechtsberatung weiterhin der beruflichen Geheimhaltungspflicht [unterliegt] '. Ich schlage daher vor, Art. 6 Abs. 3 Unterabs. 2 der Richtlinie dahin auszulegen, dass er den Anwalt, der eine Tätigkeit der Rechtsberatung ausübt, von jeder Unterrichtungspflicht befreit» (EuGH, Rechtssache C-305/05, Schlussanträge des Generalanwalts vom 14. Dezember 2006).

Außerdem wurde in der Begründung zu dem Entwurf, aus dem das angefochtene Gesetz entstanden ist, ausdrücklich auf den siebzehnten Erwägungsgrund der Richtlinie verwiesen, als der Anwendungsbereich des Gesetzes den Rechtsanwälten gegenüber beschrieben wurde, und im Übrigen erklärt, dass es für diese «sehr schwierig zu unterscheiden ist, was zur einfachen Beratung oder zur Verteidigung vor Gericht gehört, wobei die Beratung immer zu diesem Zweck angewandt werden kann» (*Parl. Dok.*, Kammer, DOC 51-0383/001, SS. 16 und 17).

B.9.5. In der Ausübung des Anwaltsberufes, so wie er durch die Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches und die Regeln der Berufsethik, die Belgien eigen sind, die in B.6.1 bis B.6.3 in Erinnerung gerufen wurden, organisiert ist, dient die Tätigkeit als Rechtsberater bezüglich einer Transaktion in einer der in Artikel 2<sup>ter</sup> Nr. 1 Buchstaben a) bis e) aufgezählten Angelegenheiten, selbst außerhalb jeglichen Gerichtsverfahrens, dazu, den Klienten über den Stand der auf seine persönliche Lage oder auf die von ihm beabsichtigte Transaktion anwendbaren Gesetzgebung zu informieren oder ihn über die Weise der Durchführung dieser Transaktion im gesetzlichen Rahmen zu beraten. Sie soll es also dem Klienten ermöglichen, ein Gerichtsverfahren bezüglich dieser Transaktion zu vermeiden. In Anwendung von Artikel 14<sup>bis</sup> § 3 des Gesetzes unterliegen die Informationen, die der Rechtsanwalt während seiner Beratungstätigkeit in den in Artikel 2<sup>ter</sup> Nr. 1 Buchstaben a) bis e) aufgezählten Angelegenheiten erlangt oder erhalten hat, also nicht der Verpflichtung zur Mitteilung an die Behörden.

B.9.6. Aus den vorstehenden Erwägungen ergibt sich, dass die Informationen, von denen der Rechtsanwalt anlässlich der Ausübung der wesentlichen Tätigkeiten seines Berufes, auch in den im vorerwähnten Artikel 2<sup>ter</sup> aufgezählten Angelegenheiten, nämlich Verteidigung oder Vertretung des Klienten vor Gericht und Rechtsberatung, selbst außerhalb jeglichen Gerichtsverfahrens, Kenntnis erlangt, weiterhin dem Berufsgeheimnis unterliegen und den Behörden nicht zur Kenntnis gebracht werden dürfen.

Nur wenn der Rechtsanwalt in den in Artikel 2<sup>ter</sup> aufgezählten Angelegenheiten eine Tätigkeit außerhalb seines spezifischen Auftrags der Verteidigung und der Vertretung vor Gericht und der Rechtsberatung ausübt, kann ihm die Verpflichtung zur Mitteilung der ihm bekannten Informationen an die Behörden auferlegt werden.



B.10. Vorbehaltlich der Auslegung der angefochtenen Bestimmungen auf die in B.9.6 dargelegte Weise stellen sie keine unverhältnismäßige Beeinträchtigung des Grundsatzes des Berufsgeheimnisses des Rechtsanwalts dar und verstoßen sie folglich nicht gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3064 und, insofern er aus einem Verstoß gegen diese Bestimmungen abgeleitet ist, der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3065 sind unbegründet.

B.11. Unter der Bedingung, dass die angefochtene Bestimmung auf die in B.9.6 dargelegte Weise ausgelegt wird, ist der erste Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3065 insofern, als er aus einem Verstoß gegen die Artikel 12 und 14 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention abgeleitet ist, ebenfalls unbegründet.

*Was Artikel 5 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 betrifft (zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3065)*

B.12.1. Die Kläger in der Rechtssache Nr. 3065 beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 5 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 wegen Verstoßes gegen die Artikel 12 und 14 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit Artikel 7 der Europäischen Menschenrechtskonvention. Sie sind der Auffassung, dass die Beschreibung der Straftaten in der angefochtenen Bestimmung unklar sei, was das Legalitätsprinzip bezüglich der Strafbarkeit und der Strafen verletze.

B.12.2. Artikel 5 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 ergänzt Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993. Mit dieser Bestimmung soll präzisiert werden, was zur Anwendung des Gesetzes unter «Geldwäsche» (§ 1) und unter «Finanzierung des Terrorismus» (§ 1bis) zu verstehen ist, und sollen die zugrunde liegenden Straftaten, aus denen die illegalen Gelder oder Vermögensgegenstände stammen, welche den Gegenstand der Geldwäsche darstellen, bestimmt werden (§ 2).

Der angefochtene Artikel 5 hat also ebenso wie Artikel 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993, den er abändert, weder zum Zweck noch zur Folge, dass eine oder mehrere Verhaltensweisen unter Strafe gestellt oder Strafen eingeführt werden. Die Artikel 12 und 14 der Verfassung sind als solche darauf also nicht anwendbar.

B.12.3. Die Definition der zugrunde liegenden Straftaten ist jedoch ein Element, das der Rechtsanwalt präzise kennen muss, um festzustellen, ob Gelder illegalen Ursprungs vorliegen, die Gegenstand der Geldwäsche sind, und ob er folglich an die Verpflichtung zur Mitteilung an den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer gebunden ist. In Anwendung von Artikel 22 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 kann ein Rechtsanwalt, der es unterlässt, eine Mitteilung über Tatbestände der Geldwäsche oder der Terrorismusfinanzierung, von denen er gegebenenfalls Kenntnis hat und die nicht seinem Berufsgeheimnis gemäß Artikel 14bis § 3 Absatz 2 desselben Gesetzes unterliegen, mit einer administrativen Geldbuße bestraft werden, die bis zu 1 250 000 Euro betragen kann. Eine solche Sanktion ist überwiegend repressiver Art, so dass der Grundsatz der Vorhersehbarkeit der Strafbarkeit darauf anwendbar ist.

B.12.4. Aus der Begründung der angefochtenen Bestimmung ist ersichtlich, dass der Gesetzgeber bemüht war, die Terminologie in der Liste der zugrunde liegenden kriminellen Tätigkeiten zu präzisieren und der Entwicklung der Strafbarkeiten im Strafgesetzbuch und in gewissen besonderen Gesetzen anzupassen. Er war dabei nicht verpflichtet, auf die Artikel des Strafgesetzbuches zu verweisen, doch er konnte geläufige Begriffe verwenden, die deutlich genug waren, damit Rechtsfachleute feststellen können, dass die Herkunft der Gelder, von denen sie vermuten, dass sie Gegenstand von Geldwäsche sind, im Sinne des Gesetzes illegal ist. Im Übrigen ist anhand der in der Begründung dargelegten Elemente hinlänglich zu präzisieren, was mit den Begriffen des Gesetzes gemeint ist (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, SS. 28 bis 31).

B.12.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

*Was Artikel 31 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 betrifft (zweiter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3064 und vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3065)*

B.13.1. Artikel 31 des angefochtenen Gesetzes dehnt das in Artikel 19 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 enthaltene Verbot, den betroffenen Klienten oder Drittpersonen zur Kenntnis zu bringen, dass dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen bestimmte Informationen übermittelt wurden oder dass ein Ermittlungsverfahren wegen Geldwäsche läuft, auf die Rechtsanwälte und Präsidenten der Rechtsanwaltskammern aus.

B.13.2. Die Kläger sind der Auffassung, dass dieses Verbot im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6, 7 und 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention stehe, insofern es die Unabhängigkeit des Rechtsanwalts sowie das Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten verletze.

B.13.3. Während die Richtlinie 2001/97/EG die Mitgliedstaaten nicht verpflichtete, es den Rechtsanwälten zu verbieten, ihre Klienten darüber zu informieren, dass Informationen über sie den Behörden übermittelt worden waren (Artikel 1 Absatz 7 zur Abänderung von Artikel 8 der Richtlinie 91/308/EWG), verbietet die Richtlinie 2005/60/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 26. Oktober 2005 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung, die spätestens zum 15. Dezember 2007 in das einzelstaatliche Recht übertragen werden musste, die Weitergabe dieser Informationen an den Klienten (Artikel 28 Absatz 1). In dieser Richtlinie präzisiert jedoch Artikel 28 Absatz 6, dass es sich in dem Fall, wo der Rechtsanwalt sich bemüht, einen Klienten davon abzuhalten, eine rechtswidrige Handlung zu begehen, nicht um eine Informationsweitergabe im Sinne von Artikel 28 Absatz 1 dieser Richtlinie handelt.

B.13.4. Aus der Begründung geht hervor, dass der Gesetzgeber der Auffassung war, das Verbot, dem Klienten oder Dritten mitzuteilen, dass dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen bestimmte Informationen übermittelt worden sind, sei «ein wesentliches Element zur Gewährleistung der Effizienz der Regelung» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, S. 50).

B.13.5. Wenn ein Rechtsanwalt, der sich bemüht hat, einen Klienten davon abzuhalten, eine Transaktion der Geldwäsche oder der Terrorismusfinanzierung, deren Illegalität ihm bekannt ist, durchzuführen oder sich daran zu beteiligen, feststellt, dass dieses Vorhaben ihm nicht gelungen ist, ist er in dem Fall, in dem die Mitteilungspflicht ihm obliegt, verpflichtet, die ihm bekannten Informationen dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer zu übermitteln, der sie seinerseits an die Behörden weiterleitet. In diesem Fall darf der betroffene Rechtsanwalt nicht weiter für den betreffenden Klienten handeln und muss er sein Verhältnis zu diesem abbrechen. In diesem Fall kann also nicht von einem Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten die Rede sein. Wenn der Rechtsanwalt hingegen feststellt, dass er seinen Klienten überzeugt hat, auf die Durchführung einer illegalen Transaktion oder die Beteiligung daran zu verzichten, spricht nichts dagegen, dass das Vertrauensverhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten aufrechterhalten wird, weil in diesem Fall dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen keine Informationen über ihn zu übermitteln sind.

Unter Berücksichtigung des begrenzten Anwendungsbereichs der den Rechtsanwälten obliegenden Verpflichtung zur Übermittlung von Informationen an die Behörden in der in B.9.6 dargelegten Auslegung ist die angefochtene Maßnahme nicht unverhältnismäßig.

B.13.6. De Klagegründe sind unbegründet.

*Was Artikel 27 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 betrifft (dritter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3064 und dritter Klagegrund, erster Teil, in der Rechtssache Nr. 3065)*

B.14.1. Die Kläger bemängeln, dass Artikel 27 des Gesetzes vom 12. Januar 2004, der Artikel 15 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 abändert, es den Behörden erlaube, sich von den Rechtsanwälten, die eine Information über einen Verdacht der Geldwäsche oder der Terrorismusfinanzierung übermittelt haben, alle zusätzlichen Auskünfte erteilen zu lassen, die sich zur Ausführung ihres Auftrags als sachdienlich erachten, ohne über den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer gehen zu müssen, während der Rechtsanwalt in dem Fall, wo er den Behörden in Anwendung von Artikel 14bis § 3 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 Informationen übermittle, dies nur tun könne, indem er sie dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, dem er unterstehe, übermittle, der sie persönlich an das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen weiterleite, nachdem er geprüft habe, dass dies tatsächlich in Anwendung des Gesetzes geschehen müsse.

B.14.2. Das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer bei der Übermittlung von Informationen durch Rechtsanwälte an das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen ist eine wesentliche Garantie, sowohl für die Rechtsanwälte als auch für ihre Klienten, und durch sie kann gewährleistet werden, dass das Berufsgeheimnis nur in den strikt im Gesetz vorgesehenen Fällen verletzt wird. Der Präsident der Rechtsanwaltskammer hat die Aufgabe zu prüfen, dass die gesetzlichen Anwendungsbedingungen der Meldepflicht tatsächlich erfüllt sind, und wenn er feststellt, dass dies nicht der Fall ist, muss er davon absehen, die ihm erteilte Information zu übermitteln. Das Tätigwerden eines Selbstverwaltungsorgans des Berufsstandes wurde in der Richtlinie vorgesehen, «um der beruflichen Schweigepflicht, zu der [Rechtsanwälte] ihren Klienten gegenüber verpflichtet sind, in angemessenem Maße Rechnung zu tragen» (Richtlinie 2001/97/EG, 20. Erwägungsgrund). Das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer wird als «ein Filter» zwischen den Rechtsanwälten und den Gerichtsbehörden angesehen, «um jegliche Verletzung der Grundrechte der Verteidigung zu vermeiden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, S. 17).

B.14.3. Da das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer als eine wesentliche Garantie für die Wahrung des Berufsgeheimnisses der Rechtsanwälte und der Grundrechte der von der Übermittlung von Informationen beim ersten Kontakt zwischen dem Rechtsanwalt und den Behörden betroffenen Personen darstellt, ist es nicht gerechtfertigt, nicht den gleichen «Filter» vorzusehen, wenn nach der Herstellung dieses Kontaktes weitere Informationen von dem Rechtsanwalt, der die Meldung vorgenommen hat, verlangt werden. Die Gefahr einer ungerechtfertigten Verletzung des Berufsgeheimnisses des Letztgenannten ist nämlich nicht geringer bei einem späteren Austausch von Informationen über Sachverhalte oder Indizien der Geldwäsche oder der Terrorismusfinanzierung als bei dem ersten Kontakt.

B.14.4. Artikel 15 § 1 des Gesetzes vom 11. Januar 1993, abgeändert durch Artikel 27 des angefochtenen Gesetzes, ist in Verbindung mit Artikel 14bis § 3 desselben Gesetzes zu lesen, der vorsieht, dass die Rechtsanwälte verpflichtet sind, den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer zu informieren, da andernfalls die Wirksamkeit der Garantie, die durch das Tätigwerden des Präsidenten der Rechtsanwaltskammer geboten wird, beeinträchtigt würde. In dieser Auslegung, die im Übrigen mit Artikel 23 der Richtlinie 2005/60/EG übereinstimmt, können die Rechtsanwälte, sei es bei einer ersten Meldung bezüglich eines ihrer Klienten oder bei der Übermittlung zusätzlicher Informationen bezüglich desselben Sachverhalts auf Antrag des Büros für die Verarbeitung finanzieller Informationen, nur dem Präsidenten der Rechtsanwaltskammer, dem sie unterstehen, Informationen übermitteln, wobei es diesem obliegt, sie dem Büro zu übermitteln, wenn er feststellt, dass die Bedingungen zur Anwendung der Meldepflicht immer noch erfüllt sind.

B.14.5. Voorbehoudelijk der Auslegung von Artikel 27 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 in dem in B.14.4 angegebenen Sinne sind die Klagegründe unbegründet.

*Was Artikel 30 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 betrifft (vierter Klagegrund in der Rechtssache Nr. 3064 und dritter Klagegrund, zweiter Teil, in der Rechtssache Nr. 3065)*

B.15.1. Die Kläger bemängeln, dass Artikel 30 Nr. 2 des angefochtenen Gesetzes, der Artikel 18 Absatz 2 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 abändert, es jedem Angestellten oder Vertreter von Rechtsanwälten erlaube, dem Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen jedes Mal, wenn das normale Verfahren nicht eingehalten werden können, das heißt jedes Mal, wenn die Information nicht durch den Rechtsanwalt selbst habe übermittelt werden können, persönlich Informationen zu übermitteln, was einen Verstoß gegen das Berufsgeheimnis und folglich einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention darstelle.

B.15.2. In der Begründung wird präzisiert, diese Bestimmung bezwecke, «es den Angestellten oder Vertretern dieser Berufspersonen zu ermöglichen, persönlich diese Übermittlung vorzunehmen, wenn die Berufsinhaber nicht imstande sind, diese Aufgabe zu erfüllen, oder falls sie sich in bösgläubiger Absicht dieser Verpflichtung entziehen möchten» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2003-2004, DOC 51-0383/001, S. 50).

B.15.3. Der Ministerrat präzisiert, es sei klar, dass diese Bestimmung in Verbindung mit den Bestimmungen zu verstehen sei, die in diese Gesetzgebung aufgenommen worden seien, um der spezifischen Beschaffenheit des Anwaltsberufes Rechnung zu tragen.

Selbst in dieser Auslegung der Bestimmung ist es durch nichts zu rechtfertigen, dass ein Dritter im Verhältnis zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten den Behörden Informationen über diesen Klienten übermitteln darf. Dies gilt umso mehr, als die Angestellten des Rechtsanwalts möglicherweise keinerlei juristische Qualifikation oder Kompetenz besitzen und nicht zu erkennen ist, wie sie beurteilen könnten, ob die Bedingungen für die Anwendung des Gesetzes auf den Rechtsanwalt, bei dem sie beschäftigt sind oder den sie vertreten, erfüllt sind.

B.15.4. Insofern er es erlaubt, dass jeder Angestellte und jeder Vertreter der Rechtsanwälte persönlich die Übermittlung von Informationen an das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen vornimmt, auch wenn er sich an den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer wendet, verletzt Artikel 30 des Gesetzes vom 12. Januar 2004 auf nicht zu rechtfertigende Weise das Berufsgeheimnis der Rechtsanwälte und verstößt er somit gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen.

B.15.5. In Artikel 18 Absatz 2 des Gesetzes vom 11. Januar 1993, abgeändert durch Artikel 30 Nr. 2 des Gesetzes vom 12. Januar 2004, ist die Wortfolge «und 2ter» für nichtig zu erklären.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt die Wortfolge «und 2ter» in Artikel 18 Absatz 2 des Gesetzes vom 11. Januar 1993 zur Verhinderung der Nutzung des Finanzsystems zum Zwecke der Geldwäsche und der Terrorismusfinanzierung, abgeändert durch Artikel 30 Nr. 2 des Gesetzes vom 12. Januar 2004, für nichtig;

2. weist die Klagen im Übrigen zurück, vorbehaltlich dessen,

a) dass Artikel 2ter, in das vorerwähnte Gesetz vom 11. Januar 1993 eingefügt durch Artikel 4 des Gesetzes vom 12. Januar 2004, dahingehend ausgelegt wird,

- dass die Informationen, von denen der Rechtsanwalt während der Ausübung der wesentlichen Tätigkeiten seines Berufes Kenntnis erlangt, einschließlich der in diesem Artikel 2ter aufgeführten Angelegenheiten, und zwar Verteidigung oder Vertretung des Klienten vor Gericht und Erteilung von Rechtsberatung auch außerhalb jeglichen Gerichtsverfahrens, weiterhin dem Berufsgeheimnis unterliegen und den Behörden somit nicht zur Kenntnis gebracht werden dürfen, und

- dass nur dann, wenn der Rechtsanwalt in einer der im vorerwähnten Artikel 2ter aufgeführten Angelegenheiten eine Tätigkeit ausübt, die über seinen spezifischen Auftrag der Verteidigung und Vertretung vor Gericht und der Erteilung von Rechtsberatung hinausgeht, er der Verpflichtung unterworfen werden kann, die Informationen, über die er Kenntnis erlangt hat, den Behörden mitzuteilen;

b) dass Artikel 15 § 1 Nr. 1 desselben Gesetzes vom 11. Januar 1993, ersetzt durch Artikel 27 des Gesetzes vom 12. Januar 2004, dahingehend ausgelegt wird, dass jede Mitteilung von Informationen an das Büro für die Verarbeitung finanzieller Informationen über den Präsidenten der Rechtsanwaltskammer verläuft.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 23. Januar 2008.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUDGET EN BEHEERSCONTROLE EN FEDERALE OVERHEIDSDIENST PERSONEEL EN ORGANISATIE

N. 2008 — 396 (2008 — 359)

[C — 2008/02011]

27 JANUARI 2008. — Koninklijk besluit houdende gedeeltelijke verdeling van de provisionele kredieten ingeschreven op het programma 04-31-1 van de Algemene Uitgabenbegroting voor het begrotingsjaar 2007 en bestemd tot dekking van de uitgaven verbonden aan de toekenning van een toelage aan de personeelsleden belast met het ontwikkelen van projecten in sommige overheidsdiensten in 2007. — Erratum

*Belgisch Staatsblad* nr. 42 van 7 februari 2008 - Ed. 2, blz. 8475, KB, onderaan, in de vermelding « Gegeven te Brussel, 27 januari 2007. », dient het jaartal « 2007 » te worden vervangen door « 2008 ».

SERVICE PUBLIC FEDERAL BUDGET ET CONTROLE DE LA GESTION ET SERVICE PUBLIC FEDERAL PERSONNEL ET ORGANISATION

F. 2008 — 396 (2008 — 359)

[C — 2008/02011]

27 JANVIER 2008. — Arrêté royal portant répartition partielle du crédit provisionnel inscrit au programme 04-31-1 du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2007 et destiné à couvrir les dépenses liées à l'octroi d'une allocation aux membres du personnel chargés du développement de projets au sein de certains services publics en 2007. — Erratum

*Moniteur belge* n° 42 du 7 février 2008 - Ed. 2, p. 8475, AR, en bas, dans la mention « Donné à Bruxelles, le 27 janvier 2007. », l'année « 2007 » doit être remplacée par « 2008 ».